

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 884

(F — 20118)

21 DECEMBRE 1992. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1993 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1993 sont ouverts conformément aux programmes énumérés dans le tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après. Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1993 à charge de crédits variables.

TABLEAU RECAPITULATIF

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Budget de la Dotation (tableau 1)	246,0	—	—	—
Budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau 2)	40 300,4	816,5	998,5	1 614,7
Budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau 3)	170 936,0	32,0	—	54,0
Budget de la Dette (tableau 4)	4 258,0	—	—	—
Total général	215 740,4	848,5	998,5	1 668,7

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé au présent décret.

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées :

« D.O. » pour « division organique » ;
« A.B. » pour « allocation de base ».

Art. 2

Les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 sont d'application aux budgets de

la Communauté française pour l'année budgétaire 1993, sous réserve des alinéas et autres articles qui suivent.

L'exposé général visé notamment aux articles 9 et 10 des lois coordonnées susdites, est constitué par l'analyse et la synthèse des budgets, telles que présentées par le Ministre-Président chargé du Budget lors des travaux parlementaires.

L'alinéa 3 de l'article 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 n'est pas d'application à la Communauté française.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — N° 4-II, n° 1. Projet de décret. — N° 4-II, n° 2. Rapport. — N° 4-II, nos 3 et 4. Amendements. Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 17 et 18 décembre 1992. — Adoption. Séance du 18 décembre 1992.

Art. 3

§ 1 — L'Exécutif est habilité à prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment la modification de libellés de programme, d'allocation de base ou d'article du dispositif, ou, encore, leur création, en vue de résoudre les difficultés d'ordre technique pouvant résulter du passage de la présentation adoptée pour les documents budgétaires relatifs à l'année budgétaire 1992, à celle définie par la loi du 28 juin 1989, en ce compris, en ce qui concerne les fonds budgétaires inscrits en 1992 en section particulière, les conséquences, selon le cas, de leur suppression, de leur transformation en fonds organiques au sens de la loi du 28 juin 1989, de leur remplacement par une ou plusieurs allocations de base, ou de leur fusion.

Sont ainsi autorisées en début d'année budgétaire, et à titre purement transitoire, les opérations budgétaires en dépenses sur les articles de la présentation budgétaire en vigueur en 1992, en attendant que la présentation relative à 1993 soit opérationnelle.

§ 2 — Le Conseil de la Communauté française et la Cour des Comptes sont informés sans délai des dispositions prises en exécution du paragraphe précédent.

Art. 4

Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

Art. 5

L'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 n'est pas d'application pour l'année budgétaire 1993 en ce qui concerne les fonds budgétaires figurant dans les sections particulières inscrites dans les tableaux ci-après.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés sur ces fonds aux tableaux des sections particulières est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Ministre-Président sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 6

Les agents contractuels subventionnés et le personnel relevant du Fonds budgétaire interdépartemental sont payés à l'intervention des articles des

sections particulières des tableaux annexés alimentés par la contribution de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale:

- en ce qui concerne le Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau 2): articles 66.07 A, 66.08 A, 66.10 A, 66.14 A, 66.25 A.
- en ce qui concerne le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau 3): articles: 66.38 B, 66.39 B, 66.40 B, 66.41 B, 66.42 B, 66.43 B, 66.49 A.

Art. 7

Les intérêts créditeurs ou les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme, font l'objet d'une compensation entre eux. Seul le solde annuel de cette compensation fait l'objet d'une inscription budgétaire figurant, selon le cas, au budget général des recettes ou au budget administratif relatif à la Dette.

Art. 8

Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances de fonds visées aux articles 9 et 33 peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 200 000 francs y compris les acquisitions d'œuvres d'art, ainsi que les secours et les allocations à caractère social et les subventions de moins de 50 000 francs.

Ces montants peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision de l'Exécutif et selon les modalités qu'il détermine.

CHAPITRE 2

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DES AFFAIRES SOCIALES

SECTION 01

Dispositions générales

Art. 9

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties à chacun des comptables extraordinaires.

Ce montant maximum est porté à 25 000 000 de francs pour les comptables extraordinaires du Secteur Secrétariat général et du Secteur de l'Infrastructure.

Pour d'autres comptables, il peut être adapté par décision de l'Exécutif et selon les modalités qu'il détermine.

Art. 10

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de la Culture et de la Communication (D.O. 65 — Audiovisuel) est autorisé à effectuer des paiements lors de missions à l'étranger dans le cadre de festivals et marchés internationaux, dans la limite de 500 000 francs.

Art. 11

Les allocations de base indiquées ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

Secteur Cabinets

D.O. 01 — A.B. 01.01

Secteur Secrétariat général

D.O. 31 — A.B. 11.03.01
— A.B. 12.01.02
— A.B. 12.05.01
D.O. 33 — A.B. 12.01.01
— A.B. 12.02.01
— A.B. 12.03.02
— A.B. 12.04.07
— A.B. 33.08.11
— A.B. 33.09.11

Secteur Infrastructure

D.O. 38 — A.B. 12.01.01
— A.B. 41.30.21

Secteur Affaires sociales

D.O. 41 — A.B. 12.01.01

Secteur Santé

D.O. 21 — A.B. 12.01.01
D.O. 23 — A.B. 43.01.12

Secteur Culturel et Communication

D.O. 61 — A.B. 12.01.02
— A.B. 12.31.02
D.O. 63 — A.B. 33.10.16
— A.B. 43.09.16
— A.B. 43.10.16
D.O. 66 — A.B. 12.01.02

Secteur Sport et Tourisme

D.O. 71 — A.B. 12.01.01

Art. 12

Le Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions est autorisé à accorder des avances en matière d'Inspection médicale scolaire selon le calendrier et les modalités qu'il détermine.

Art. 13

§ 1 — Les transferts énoncés ci-dessous peuvent être effectués en dérogation de l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991.

Les crédits prévus aux A.B. suivantes du Secteur Infrastructure peuvent être transférés de l'une à l'autre, pour des dotations ou des subventions de même nature, par arrêté de l'Exécutif suivant les besoins des services.

D.O. 38 — Crédits non dissociés
A.B. 41.30.21
A.B. 43.21.22
A.B. 61.30.21
A.B. 63.26.22

D.O. 38 — Crédits dissociés
tous les crédits d'ordonnement prévus à toutes les allocations de base

§ 2 — En ce qui concerne le Secteur Culture et Communication, les crédits prévus pour la liquidation des subventions aux bibliothèques publiques des communes et des provinces, d'une part, et aux bibliothèques publiques libres, d'autre part, peuvent être, au sein d'une même D.O., pour des subventions de même nature, transférés de l'un à l'autre par arrêté de l'Exécutif suivant les besoins des services.

Est autorisé le transfert d'une fraction des crédits inscrits sur l'A.B. 33.12.16 de la D.O. 63 vers l'A.B. 11.03.01 de la D.O. 31.

Des transferts de crédits entre les A.B. 32.14.23, 32.15.23, 32.16.23 et les A.B. 32.17.23, 32.18.23 et 32.19.23 de la D.O. 62 du Secteur Culture et Communication peuvent être effectués par arrêté de l'Exécutif.

§ 3 — Des transferts de crédits entre les A.B. 33.65.11 et 43.65.11, de la D.O. 44 du Secteur Affaires sociales peuvent être effectués par arrêté de l'Exécutif.

Art. 14

Il est créé une nouvelle division organique reprise sous le n° 06 avec le libellé:

« Dépenses relatives à la Cellule chargée de la coordination à l'insertion sociale ».

Elle peut être dotée en cours d'année par le transfert de crédits inscrits sur les A.B. relevant de la compétence de chacun des Ministres de l'Exécutif.

SECTION 02

Autres engagements couverts
par le décret budgétaire

Art. 15

A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé et la politique de l'Aide sociale dans ses attributions, le Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre des engagements pour un montant de 1 050 000 000 de francs, et à effectuer, en ce qui concerne les moyens provenant de l'alimentation à charge des allocations de base de l'année en cours, des liquidations pour un montant de 817 900 000 francs.

Art. 16

§ 1 — A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé et la politique de l'Aide sociale dans ses attributions, le Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Ces engagements pourront porter en 1993 sur un volume de prêts ne dépassant pas 720 000 000 de francs.

§ 2 — En outre, le Ministre qui a la politique de la Santé et la politique de l'Aide sociale dans ses attributions, est autorisé à prendre, au nom de la Communauté française, l'engagement à payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter en 1993 sur un volume de prêts ne dépassant pas 160 000 000 de francs (logement 3^e âge, crèches, centres de services communs, centres de santé, ...).

§ 3 — Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements à la Cour des Comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des Comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue un relevé récapitulatif annuel.

La Cour des Comptes renvoie au Ministre ayant les finances dans ses attributions, dans les dix jours suivant leur réception, deux exemplaires arrêtés par elle du relevé récapitulatif annuel.

§ 4 — Le Ministre qui a la politique de la Santé et l'Aide sociale dans ses attributions, est autorisé à procéder à des transferts entre les montants de 720 000 000 de francs et 160 000 000 de francs précités.

Art. 17

Le Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est autorisé à contracter, auprès du Crédit Communal de Belgique, au nom de la Communauté française, et pour le compte de l'hôpital psychiatrique de la Communauté française « Les Marronniers » à Tournai, un crédit pour un montant maximum de 234 000 000 de francs, et pour le

compte de l'hôpital « Chênes aux Haies » à Mons, un crédit pour un montant maximum de 200 000 000 de francs, afin d'assurer le préfinancement des frais de fonctionnement des hôpitaux précités.

Les intérêts de ces crédits seront incorporés dans le prix de la journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 18

A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, nonobstant l'article précédent, le Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de 20 ans, des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique, pour des sommes équivalant à 40 p.c. du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai.

Les autorisations d'emprunts ne pourront pas dépasser 130 000 000 de francs en 1993.

Les intérêts et les amortissements des prêts précités seront incorporés dans le prix de la journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 19

Le Ministre-Président est autorisé à contracter avec un organisme financier l'ouverture d'une ligne de crédit à laquelle il peut avoir recours pour la réalisation d'un programme pluriannuel de gros investissements, notamment de rénovation, du patrimoine immobilier, culturel et sportif de la Communauté ou de pouvoirs subordonnés.

Les engagements peuvent être pris sur cette ligne de crédit jusqu'au 31 décembre 1994 au plus tard. L'incidence budgétaire de ces engagements ne peut en aucun cas dépasser, pour chaque année budgétaire supportant des annuités découlant de ces engagements, un montant d'annuités qui soit supérieur à 283 millions ou à un tiers des crédits annuels d'infrastructure relevant des compétences du Ministre-Président. Cette ligne aura un caractère non récurrent pendant la durée indiquée ci-avant.

SECTION 03

Section particulière

Art. 20

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant à la section particulière concernant le Ministère de la Culture et des Affaires sociales et annexée au présent décret sont évaluées à 15 332 300 000 francs pour les recettes et à 15 826 500 000 francs pour les dépenses.

Art. 21

Il est créé à la section particulière un Fonds 66.25 A. Il est alimenté par les contributions du FOREM et de l'ORBEM pour le paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés attachés au Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Art. 22

L'allocation de base reprise ci-après peut être transférée à l'article 60.03 A de la section particulière, secteur Secrétariat général:

Secteur Secrétariat général

D.O. 33 — A.B. 41.03.14

Art. 23

L'article 60.09.B de la section particulière, Secteur Infrastructure, Section 1: «Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française» est alimenté par le transfert des moyens dus à la Communauté française et par transfert des A.B. du budget de la Communauté française désignés ci-après:

Secteur Infrastructure

D.O. 38 — A.B. 61.32.21

ainsi que par les soldes au 31 décembre 1992 sur l'article de la Section particulière du budget 1992 de même numérotation.

Art. 24

Par dérogation à l'article 2, § 1er, du décret organique du 21 décembre 1992, créant des fonds budgétaires, le solde au 31 décembre 1992 des crédits inscrits à l'article 66.45 C «Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du FIPI» et qui n'ont pas fait l'objet d'un engagement au 31 décembre 1992, est reporté sur l'année budgétaire 1993 et ajouté aux recettes de l'année.

Art. 25

Le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques créé en vue du paiement des frais de logement, d'entretien, de traitement et d'éducation des handicapés belges et étrangers, par l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, tel qu'il a été modifié, est inscrit à la section particulière du budget sous l'article 60.02 A du Secteur Affaires sociales.

Il est alimenté par transfert des moyens repris sous l'allocation de base 41.02 programme 1 activité 2 de la division organique 43 et l'allocation de base 41.04 programme 1 activité 2 de la division organique 43 ainsi que par les soldes au 31 décembre 1992 sur l'article de la section particulière du budget de 1992 de même numérotation.

Art. 26

Le Fonds repris sous l'article 67.01 B de la section particulière est fusionné avec le Fonds 66.42 B sous l'appellation 67.01 B «Fondations, donations, legs et prix». Ce Fonds est alimenté en recettes par le produit de donations ou legs et par des donations ou legs dont l'affectation est faite au bénéfice des métiers d'art.

Y sont imputées les dépenses conformes aux clauses d'affectation.

Art. 27

Peuvent être imputées sur l'article 66.09 B — «Fonds de la création cinématographique et audiovisuelle» les dépenses de toute nature relatives à la promotion, à la production et à l'exploitation dans le domaine cinématographique et audiovisuel. Les dispositions reprises sous les articles 30, à l'exception du dernier alinéa, et 31 du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année 1991, sont d'application à ce Fonds. Il est également alimenté par les sanctions financières versées par les chaînes télévisuelles qui n'ont pas respecté les conventions, et par les allocations de base suivantes, par des transferts complets ou partiels:

Secteur Culture et Communication

D.O. 65 — A.B. 33.08.21

— A.B. 33.09.21

— A.B. 33.07.21

Art. 28

L'article 66.18 A «Fonds des Sports — Rémunérations» est alimenté en recettes par des transferts provisionnels de l'article 66.51 C «Fonds des Sports»

Peut y être imputé, en dépenses, le paiement des dites rémunérations.

Des avances de Trésorerie peuvent être octroyées à concurrence d'un montant équivalent, au maximum, au quart des dépenses annuelles afférentes au personnel du Fonds des Sports effectivement repris au cadre des services de l'Exécutif de la Communauté française, à charge du remboursement dès réception par le comptable du «Fonds des Sports — Rémunérations» des recettes qui lui sont affectées.

Art. 29

L'article 66.51 C «Fonds des Sports» du Secteur Sport et Tourisme est alimenté en recettes:

— par les donations et legs dont l'affectation est faite au bénéfice de la promotion ou du développement de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

— par les dotations de la Loterie Nationale;

- par le produit des redevances sur les paris et les pronostics sportifs;
- par les paiements, droits d'inscription, prix d'abonnement et autres revenus résultant des activités du Fonds;
- par le recouvrement des droits constatés.

Ce Fonds est alimenté, complémentirement, par l'article du budget de la Communauté française ci-après:

Secteur Sport et Tourisme

D.O. 73 — A.B. 41.01.27

Peut être imputés, en dépenses, audit Fonds:

- les frais de toute nature en rapport avec le fonctionnement des centres sportifs de la Communauté française et des services extérieurs de l'Administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;
- les subventions ou avances octroyées aux fédérations reconnues, aux clubs et autres groupements affiliés pour leurs activités.

Art. 30

Le Fonds 67.02 B est habilité à recevoir le solde créditeur de l'actif de l'ASBL Centre d'Animation Permanente dissoute.

Peuvent y être imputées, les dépenses de pensions de retraite des agents transférés dans le cadre de la reprise des contrats qui les liaient à l'ASBL, et dont l'intégration dans le cadre des fonctions spécialisées n'est pas envisagée.

SECTION 04

Titre VII — Organismes d'intérêt public

Art. 31

Est approuvé le budget du Commissariat Général aux Relations Internationales pour l'année budgétaire 1993, annexé au présent décret. Ce budget s'élève à 863 728 000 francs pour les recettes et 885 728 000 francs pour les dépenses, la différence étant couverte par le solde des crédits disponibles au 31 décembre 1991.

Art. 32

Est approuvé le budget de l'Agence de Prévention du SIDA pour l'année 1993, annexé au présent décret. Ce budget s'élève à 131 700 000 francs pour les recettes, partiellement constituées par un emprunt pris en charge par la Communauté française et 131 700 000 francs pour les dépenses.

CHAPITRE 4

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION (Tableau 3 ci-annexé)

SECTION 01

Dispositions générales

Art. 33

Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes:

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département, des services extérieurs, ainsi que des services à gestion séparée.
2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Economat relevant de la Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative.
3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires relatifs au paiement des transports scolaires.
4. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables des Fonds des Bâtiments scolaires de la Communauté française.
5. Ces plafonds peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 34

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

En matière de transport scolaire, les avances de fonds peuvent servir à payer les créances, quel qu'en soit le montant pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèces octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

Le comptable extraordinaire du Service des Etudes et de la Recherche scientifique de la Direction générale de la Formation et de l'Enseignement artistique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les dépenses de frais de voyage à l'étranger des professeurs d'université, les subventions à des jeunes chercheurs et étudiants, les subventions en vue d'assurer la diffusion des connaissances scientifiques, les bourses de voyage et les indemnités diverses octroyées aux membres des jurys et des comités d'accompagnement organisés par la Communauté française, ainsi que le financement de congrès et de colloques (D.O.94 — Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique; D.O. 95 — Recherche scientifique, A.B. 12.01.02).

Le comptable extraordinaire du Service des Allocations d'Etudes est autorisé à payer au moyen de fonds avancés, ainsi qu'au moyen des recettes qu'il est habilité à percevoir en vertu du décret du 8 juin 1983, les prêts d'études octroyés aux familles comptant au moins trois enfants à charge, ainsi que les allocations d'études octroyées aux élèves et étudiants de condition peu aisée dans la limite de 400 000 francs, globalement et sur décision du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Art. 35

Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psychomédico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le Ministre de la Défense nationale avec l'accord de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 36

Par dérogation à l'article 143, premier alinéa, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière des écoles et des centres psychomédico-sociaux de la Communauté française à gestion séparée à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 37

Les crédits non dissociés relatifs aux allocations de base ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures: A.B. 11.03, 11.04, 43.01 et 44.01 des D.O. 51, 52, 53, 55, 56, 83 et 93

Secteur Cabinet

D.O. 05 — A.B. 12.06.02

Secteur Secrétariat général

D.O. 40 — A.B. 12.06.02

Secteur Formation

D.O. 82 — A.B. 33.23.41

Secteur Enseignement et Formation artistiques

D.O. 83 — A.B. 43.23.30
— A.B. 44.23.40

Secteur Enseignement universitaire

D.O. 95 — A.B. 11.04.01
— A.B. 12.02.02
— A.B. 12.01.02
— A.B. 41.13.35

Secteur Enseignement supérieur autre qu'universitaire

D.O. 55 — A.B. 11.04.80
— A.B. 12.01.81

Secteur Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

D.O. 94 — A.B. 12.01.02
— A.B. 12.07.02

SECTION 02

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 38

Par dérogation aux articles 15 et 22 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base 11.03 et 11.04 des activités 01 relatives aux rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, aux rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, aux allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, aux indemnités pour accidents du travail — en ce y compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi qu'aux

rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service, peuvent être redistribuées entre elles au sein du même budget administratif.

Toute utilisation de la présente disposition fera l'objet d'une décision de l'Exécutif et sera communiquée sans délai au Conseil de la Communauté française et à la Cour des Comptes, avec mention des divisions organiques, des programmes et des montants concernés.

Art. 39

Par dérogation aux articles 15 et 22 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base affectées aux articles budgétaires résultant d'un éclatement dans la structure du budget 1993 par rapport à celle qui existait en 1992 et qui sont repris dans la table de correspondance définie à l'annexe 1 du budget administratif peuvent, après avis de l'Inspection des Finances et sur décision du ou des Ministres compétents, faire l'objet de transferts entre elles moyennant, sans délai, information de l'Exécutif et communication au Conseil et à la Cour des Comptes avec mention des articles budgétaires et des montants concernés.

Art. 40

En dehors des allocations de base définies à l'article 39, les crédits afférents aux programmes se rapportant aux fins de fonctionnement des administrations comportent :

1° Dépenses permanentes pour achat de biens durables et de services :

— Honoraires des avocats et des médecins — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales — Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers;

— Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux — y compris les dépenses de consommation énergétique « mazout, gaz, essence, électricité, charbon » et dépenses d'entretien — Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration;

— Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurances des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux.

2° Dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement.

3° Loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments.

4° Autres dépenses relatives au fonctionnement des services dont la description détaillée est fournie dans le budget administratif.

5° Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.

Art. 41

Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements préscolaire et primaire, secondaire, supérieur non-universitaire, spécial et de promotion sociale, de l'enseignement artistique, des centres psycho-médico-sociaux, peuvent être liquidés sous forme de dépenses fixes.

Art. 42

Les articles relatifs au paiement des rémunérations et de subventions-traitements repris au tableau 3 du présent budget peuvent supporter le paiement d'avances à l'Office national des allocations familiales des travailleurs salariés concernant les allocations familiales dues au personnel temporaire.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 43

Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté royal n° 447 du 20 avril 1986 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959, le passage au paiement direct des subventions-traitements dans l'enseignement officiel subventionné est reporté au plus tard au 31 décembre 1993.

Art. 44

Les dépenses relatives aux allocations octroyées aux maîtres de stages dans l'enseignement fondamental peuvent être imputées sur les articles de la division organique 51 et relatifs aux traitements et subventions-traitements des réseaux concernés.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 45

Par dérogation aux articles 14, premier alinéa, et 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 50 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires chargés de la liquidation des subventions octroyées à charge du Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective ou des institutions chargées d'en assumer les missions ainsi que des dépenses

de fonctionnement de toute nature et quel qu'en soit le montant, entraînées par la gestion dudit Fonds ou desdites institutions dans la mesure où ces dépenses concernent les compétences de la Communauté française.

Art. 46

Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants visés aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement peuvent être imputés sur les articles relatifs au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

SECTION 02

Titre IV — Section particulière

Art. 47

Les opérations effectuées sur les fonds budgétaires figurant à la section particulière du tableau 3 du présent décret sont évaluées respectivement:

- en recettes à 4 804 300 000 francs;
- en dépenses à 4 804 300 000 francs.

Art. 48

L'article 66.24 A «Fonds Wernaers», destiné à l'affectation de recettes provenant du rapport de biens mobiliers et immobiliers permettant à des étudiants dans le domaine des études comptables et musicales soit de continuer leurs études, soit de bénéficier de l'octroi d'un prix annuel, est fusionné avec l'article 67.02 B de la section particulière sous l'appellation 67.02 B «Fondations, donations, legs». Ce fonds est destiné à recevoir le rapport des libéralités en vue de les affecter aux bénéficiaires désignés.

Art. 49

L'article 66.48 B «Fonds pour la qualification agricole» perçoit les aides accordées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) en vue de concourir au financement des activités de formation professionnelle de personnes travaillant dans l'agriculture.

Art. 50

L'utilisation de l'autorisation de couverture d'emprunt du Fonds communautaire de Garantie est strictement plafonnée dans les limites de la consommation du crédit de paiement prévu à l'allocation de base 41.20 de la division organique 89. Pour les années ultérieures, les subventions-intérêts seront prises en charge par les moyens normaux attribués au Fonds précité.

Les dépenses du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné s'effectuent à l'intervention de fonds ouverts à la section particulière du budget sous les articles 60.53 A et 60.54 A, sous l'autorité directe et exclusive du Ministre de l'Education. Les Fonds repris sous les articles 60.55 A et 60.56 A sont fusionnés respectivement avec le 60.53 A et le 60.54 A.

Un contrôle des engagements est organisé pour les dépenses relatives au Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

Les dépenses des organismes visés au présent article s'effectuent dans la limite des moyens budgétaires mis à leur disposition, lesquels supporteront les dépenses de personnel, de fonctionnement administratif et général.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme M. DE GALAN

TABLEAU I
DOTATION AU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	

DIVISION ORGANIQUE 10

Dotation au Conseil de la Communauté française

Programme 1	Dotation au Conseil de la Communauté française	246,0	—	—	—
-------------	--	-------	---	---	---

TABLEAU II
MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	

SECTEUR CABINETS DE L'EXECUTIF

DIVISION ORGANIQUE 01

**Cabinet du Ministre-Président de l'Exécutif
de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,
du Sport et du Tourisme**

Programme 0	Subsistance	223,9	—	—	—
	Totaux pour la Division 01	223,9	—	—	—

DIVISION ORGANIQUE 02

**Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, de l'Aide
à la Jeunesse et des Relations internationales
de la Communauté française**

Programme 0	Subsistance	213,3	—	—	—
	Totaux pour la Division 02	213,3	—	—	—

DIVISION ORGANIQUE 03

**Cabinet du Ministre des Affaires sociales
et de la Santé de la Communauté française**

Programme 0	Subsistance	108,7	—	—	—
	Totaux pour la Division 03	108,7	—	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 06					
Dépenses relatives à la Cellule chargée de la coordination à l'insertion sociale					
Programme 0	Subsistance	10,0	—	—	—
Totaux pour la Division 06 . . .		10,0	—	—	—
SECTEUR SECRETARIAT GENERAL					
DIVISION ORGANIQUE 31					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	3 045,3	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	2 514,9	—	—	—
Programme 2	Mise en oeuvre du décret du 1 ^{er} juillet 1982	32,6	—	—	—
Totaux pour la Division 31 . . .		5 592,8	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 32					
Economat					
Programme 0	Subsistance	300,6	—	—	—
Totaux pour la Division 32 . . .		300,6	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 33					
Aide à la Jeunesse					
Programme 0	Subsistance	120,5	—	—	—
Programme 1	Jeunes en danger et jeunes délinquants	5 066,5	—	—	—
Totaux pour la Division 33 . . .		5 187,0	—	—	—
SECTEUR INFRASTRUCTURE					
DIVISION ORGANIQUE 38					
Infrastructure					
Programme 0	Subsistance	1,4	—	—	—
Programme 1	Travaux d'entretien et gestion	3,1	—	—	—
Programme 2	Charges diverses, intérêts et amortissement d'emprunts	1 924,3	—	—	—
Programme 3	Investissements et subventions pour investissements	—	816,5	998,5	—
Totaux pour la Division 38 . . .		1 928,8	816,5	998,5	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
SECTEUR AFFAIRES SOCIALES					
DIVISION ORGANIQUE 41					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	2,3	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	23,4	—	—	—
Fonds d'aide aux politiques sociales et de santé (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Totaux pour la Division 41 . . .		25,7	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 42					
Aide sociale					
Programme 1	Immigrés et lutte contre l'exclusion sociale	88,3	—	—	—
Programme 2	Organismes sociaux	140,6	—	—	—
Programme 3	Centres publics d'aide sociale	21,1	—	—	—
Fonds destiné au financement des centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception de ceux de la Région de langue allemande (A)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	1 400,0
	— Disponible pour 1993	—	—	—	1 400,0
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Totaux pour la Division 42 . . .		250,0	—	—	1 400,0
DIVISION ORGANIQUE 43					
Aide sociale spécialisée					
Programme 1	Personnes handicapées	8 494,4	—	—	—
Programme 2	Délinquants et handicapés sociaux	127,4	—	—	—
Programme 3	Indigents	120,0	—	—	—
Totaux pour la Division 43 . . .		8 741,8	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 44					
Famille					
Programme 1	Famille	2 135,6	—	—	—
Totaux pour la Division 44 . . .		2 135,6	—	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
SECTEUR SANTE					
DIVISION ORGANIQUE 21					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	1,6	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	12,0	—	—	—
Totaux pour la Division 21 . . .		13,6	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 22					
Médecine préventive					
Programme 1	Actions diverses	60,8	—	—	—
Programme 2	Subventions et interventions diverses	447,8	—	—	—
Totaux pour la Division 22 . . .		508,6	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 23					
Médecine curative					
Programme 1	Subventions et interventions diverses	689,5	—	—	—
Totaux pour la Division 23 . . .		689,5	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 24					
Inspection médicale scolaire					
Programme 0	Subsistance	471,3	—	—	—
Totaux pour la Division 24 . . .		471,3	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 25					
Enfance					
Programme 1	Subventions	3 506,3	—	—	—
	Fonds de subventionnement aux centres de vacances (A)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	11,7
	— Disponible pour 1993	—	—	—	11,7
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Totaux pour la Division 25 . . .		3 506,3	—	—	11,7

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION				
DIVISION ORGANIQUE 61				
Affaires générales				
Programme 0	Subsistance	127,9	—	—
	Fonds de remploi des indemnisations pour dommages causés au matériel fourni en prêt (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	5,0
	— Disponible pour 1993	—	—	5,0
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
Programme 1	Initiatives et interventions diverses	116,3	—	—
	Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du FIPI (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
	Fonds d'exploitation du centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	13,0
	— Disponible pour 1993	—	—	13,0
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
	Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	3,0
	— Disponible pour 1993	—	—	3,0
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
	Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Séroule (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	3,0
	— Disponible pour 1993	—	—	3,0
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
Programme 2	Centres culturels	351,9	—	—
Programme 3	Aide aux associations francophones des communes à statut linguistique spécial	10,1	—	—
Totaux pour la Division 61		606,5	—	24,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 62				
Promotion artistique				
Programme 1	Promotion artistique	70,9	—	—
Programme 2	Théâtre	835,7	—	—
Programme 3	Musique	673,1	—	—
Programme 4	Art de la danse	125,1	—	—
Totaux pour la Division 62		1 704,8	—	—

DIVISION ORGANIQUE 63**Livre**

Programme 1	Lecture publique	300,8	—	—
	Fonds des centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque publique centrale de la Communauté française (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
Programme 2	Lettres françaises	82,7	—	—
Programme 3	Lettres wallonnes	2,0	—	—
Programme 4	Langue française	6,3	—	—
Programme 5	Promotion du livre	7,3	—	—
	Fonds de l'édition du Livre (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	4,0
	— Disponible pour 1993	—	—	4,0
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
	Fonds d'aide à la diffusion (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
Totaux pour la Division 63		399,1	—	4,0

DIVISION ORGANIQUE 64**Jeunesse et Education permanente**

Programme 1	Initiatives et interventions diverses	0,5	—	—
Programme 2	Jeunesse	346,0	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 3 Education permanente	604,0	—	—	—
Programme 4 Activités socio-culturelles	50,8	—	—	—
Fonds pour la formation socio-culturelle (C)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	1,0
— Disponible pour 1993	—	—	—	1,0
— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Totaux pour la Division 64	1 001,3	—	—	1,0

DIVISION ORGANIQUE 65

Audiovisuel

Programme 1 Initiatives et interventions diverses	13,2	—	—	—
Programme 2 Cinéma et vidéo	559,4	—	—	—
Programme 3 Radio et télévision	5 196,4	—	—	—
Fonds d'aide à la création radiophonique (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	4,0
— Disponible pour 1993	—	—	—	4,0
— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Programme 4 Presse	40,9	—	—	—
Fonds de développement à la presse écrite (A)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	170,0
— Disponible pour 1993	—	—	—	170,0
— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Totaux pour la Division 65	5 809,9	—	—	174,0

DIVISION ORGANIQUE 66

Patrimoine et Arts plastiques

Programme 0 Subsistance	15,1	—	—	—
Programme 1 Dépenses et subventions diverses	155,4	—	—	—
Totaux pour la Division 66	170,5	—	—	—

SECTEUR SPORT ET TOURISME

DIVISION ORGANIQUE 71

Affaires générales du Sport et du Tourisme

Programme 0 Subsistance	46,6	—	—	—
Totaux pour la Division 71	46,6	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 72				
Tourisme				
Programme 0	Subsistance	6,6	—	—
Programme 1	Activités, subventions, primes	262,6	—	—
Programme 2	Interventions diverses	2,3	—	—
Totaux pour la Division 72		271,5	—	—
DIVISION ORGANIQUE 73				
Education physique et Sports				
Programme 0	Subsistance	8,7	—	—
Programme 1	Initiatives diverses	25,0	—	—
Programme 2	Subventions diverses	293,2	—	—
Programme 3	Subventions particulières	1,4	—	—
Totaux pour la Division 73		328,3	—	—
DIVISION ORGANIQUE 74				
Centres sportifs et touristiques				
Programme 1	Initiatives diverses	54,7	—	—
Totaux pour la Division 74		54,7	—	—
Total Ministère de la Culture et des Affaires sociales		40 300,4	816,5	998,5
			1 614,7	

TABLEAU III

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 04				
Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales				
Programme 0	Fonctionnement du cabinet	—	—	—
Programme 1	Informatisation — Frais de premier établissement	—	—	—
Totaux pour la Division 04		—	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 05					
Cabinet du Ministre de l'Éducation					
Programme 0	Fonctionnement du cabinet	118,3	—	—	—
Programme 1	Informatisation. — Frais de premier établissement	—	—	—	—
Totaux pour la Division 05		118,3	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 40					
Secrétariat général et Services communs					
Programme 0	Subsistance Administration	800,9	—	—	—
	Fonds organique caisse de prêts aux agents (C)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Programme 1	Provisions pour charges diverses	2 032,4	—	—	—
Programme 2	Cellule de modernisation et de formation	2,0	—	—	—
Programme 3	Statistiques	14,0	—	—	—
Programme 4	Secrétariat général et Cellule interministérielle de la Trésorerie et du Budget	41,0	—	—	—
Programme 5	Bibliothèque	11,2	—	—	—
Programme 6	Service juridique et Service de traduction	20,0	—	—	—
Programme 7	Collaboration aux institutions internationales — Divers	172,6	—	—	—
	Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
	Fonds d'intervention du Fonds social européen pour la réalisation de programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelle par l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit (C)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
	Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelle (C)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	54,0
	— Disponible pour 1993	—	—	—	54,0
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Programme 8	Centre de traitement de l'information et imprimerie	261,5	—	—	—
Programme 9	Affaires générales	164,0	—	—	—
Totaux pour la Division 40		3 519,6	—	—	54,0

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 51					
Enseignement préscolaire et enseignement primaire					
Programme 0	Subsistance Administration	135,8	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	277,8	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles maternelles de la Communauté	884,0	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles maternelles officielles subventionnées	5 534,5	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles maternelles libres subventionnées	4 146,4	—	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles primaires de la Communauté	3 364,3	—	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles primaires officielles subventionnées	12 941,4	—	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles primaires libres subventionnées	11 289,9	—	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire	450,0	—	—	—
Totaux pour la Division 51 . . .		39 024,1	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 52					
Enseignement secondaire					
Programme 0	Subsistance Administration	209,7	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	198,1	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté — Enseignement de plein exercice	22 494,2	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de plein exercice	13 617,5	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de plein exercice	33 861,3	—	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles à horaire réduit de la Communauté	150,8	—	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées à horaire réduit	24,8	—	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles libres subventionnées à horaire réduit	276,4	—	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire	125,0	—	—	—
Totaux pour la Division 52 . . .		70 957,8	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 53					
Enseignement spécial					
Programme 0	Subsistance Administration	43,6	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	28,1	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté	3 040,2	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	2 127,9	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées	4 130,0	—	—	—
Totaux pour la Division 53 . . .		9 369,8	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 54				
Enseignement universitaire				
Programme 0	Subsistance Administration	42,7	—	—
Programme 1	Universités de la Communauté	5 360,2	—	—
Programme 2	Universités libres	13 359,2	—	—
Programme 3	Contrôle des universités	58,4	—	—
Programme 4	Subventions diverses	8,0	—	—
Programme 5	Enseignement universitaire	24,5	—	—
Totaux pour la Division 54		18 853,0	—	—

DIVISION ORGANIQUE 55

Enseignement supérieur non universitaire

Programme 0	Subsistance Administration	39,3	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	4,5	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type long	1 033,6	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type long	497,2	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type long	1 142,8	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type court	1 699,6	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type court	2 265,1	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type court	2 938,5	—	—
Programme 8	Enseignement supérieur non universitaire	3,8	—	—
Totaux pour la Division 55		9 624,4	—	—

DIVISION ORGANIQUE 56

Enseignement de promotion sociale

Programme 0	Subsistance Administration	27,2	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	12,0	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté	896,7	—	—
	Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 3				
Fonctionnement des écoles officielles subventionnées . . .	1 344,2	—	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
— Disponible pour 1993	—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Programme 4				
Fonctionnement des écoles libres subventionnées	868,8	—	—	—
Fonds pour l'application des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
— Disponible pour 1993	—	—	—	—
— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—	—
Totaux pour la Division 56	3 148,9	—	—	—

DIVISION ORGANIQUE 82

Formation

Programme 0	Substance Administration	265,8	—	—	—
Programme 1	Initiatives diverses — Formation des salariés et des appointés	6,6	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses — Formation des salariés et des appointés	1 653,6	—	—	—
Programme 3	Initiatives diverses — Formation des indépendants	35,7	—	—	—
Programme 4	Subventions diverses — Formation des indépendants	819,9	32,0	—	—
Totaux pour la Division 82		2 781,6	32,0	—	—

DIVISION ORGANIQUE 83

Enseignement artistique

Programme 0	Substance Administration	91,8	—	—	—
Programme 1	Initiatives et subventions diverses	30,0	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté	789,9	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	2 234,6	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées	697,8	—	—	—
Totaux pour la Division 83		3 844,1	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables	
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nancement		
DIVISION ORGANIQUE 89					
Bâtiments scolaires					
Programme 0	Fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires et des Institutions succédant au Fonds national de garantie	2 325,0	—	—	—
Totaux pour la Division 89 . . .		2 325,0	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 91					
Service des transports scolaires					
Programme 0	Subsistance Administration	—	—	—	—
Programme 1	Transport dans l'enseignement de la Communauté . . .	159,8	—	—	—
Totaux pour la Division 91 . . .		159,8	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 92					
Organisation des études					
Programme 0	Subsistance Administration	176,1	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	25,4	—	—	—
Programme 2	Organisation des études — Tous les services sauf Guidance PMS	173,0	—	—	—
Programme 3	Organisation des études	142,5	—	—	—
Totaux pour la Division 92 . . .		517,0	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 93					
Centres PMS					
Programme 0	Subsistance Administration	0,1	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	—	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des Centres PMS de la Communauté . .	809,7	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des Centres PMS officiels subventionnés	583,1	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des Centres PMS libres subventionnés . .	842,5	—	—	—
Totaux pour la Division 93 . . .		2 235,4	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 94				
Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique				
Programme 0	Subsistance Administration	29,0	—	—
Programme 1	Subventions diverses	12,2	—	—
Totaux pour la Division 94 . . .		41,2	—	—
DIVISION ORGANIQUE 95				
Recherche scientifique				
Programme 0	Subsistance	10,3	—	—
Programme 1	Subventions ASBL ou assimilés	19,8	—	—
Programme 2	Subventions diverses	446,3	—	—
Programme 3	Recherche scientifique	2 254,1	—	—
Fonds de la Recherche scientifique (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1993	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1993	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1993	—	—	—
Totaux pour la Division 95 . . .		2 730,5	—	—
DIVISION ORGANIQUE 96				
Enseignement à distance				
Programme 0	Subsistance	120,4	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	—	—	—
Totaux pour la Division 96 . . .		120,4	—	—
DIVISION ORGANIQUE 97				
Allocations et prêts d'études				
Programme 0	Subsistance	15,0	—	—
Programme 1	Allocations et prêts	1 550,1	—	—
Totaux pour la Division 97 . . .		1 565,1	—	—
Total Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation		170 936,0	32,0	54,0

TABLEAU IV
DETTE PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 30					
Dettes publiques					
Programme 0	Subsistance	20,0	—	—	—
Programme 1	Amortissements et intérêts dus	4 238,0	—	—	—
Totaux pour la Division organique 30		4 258,0	—	—	—

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

SECTION PARTICULIÈRE

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1993	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1993
------	-------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTEUR SECRETARIAT GENERAL

SECTION I

**DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTÉES**

60	03	A	Fonds destinés au paiement des subsides d'entretien, d'éducation et de traitement de mineurs d'âge autres que ceux confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse (loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse)	125,0	6 004,0	6 001,0	128,0
66	25	A	Rémunérations des agents contractuels subventionnés, attachés au Ministère de la Culture et des Affaires sociales	—	210,0	210,0	—
Totaux pour la section I				125,0	6 214,0	6 211,0	128,0
TOTAUX POUR LE SECTEUR SECRETARIAT GENERAL				125,0	6 214,0	6 211,0	128,0

SECTEUR INFRASTRUCTURE

SECTION I

**DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTÉES**

60	09	B	Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française	219,1	817,9	1 037,0	—
Totaux pour la section I				219,1	817,9	1 037,0	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR INFRASTRUCTURE				219,1	817,9	1 037,0	—

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1993	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1993
------	-------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

60	02	A	Fonds de soins médico-socio-pédagogiques créé en vue du paiement des frais de logement, d'entretien, de traitement et d'éducation des handicapés belges et étrangers (arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967)	319,2	5 395,1	5 714,3	—
66	07	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. — Aide aux familles. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	21,8	111,8	76,6	57,0
Totaux pour la section I				341,0	5 506,9	5 790,9	57,0
TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES				341,0	5 506,9	5 790,9	57,0

SECTEUR SANTE

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

66	08	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
Totaux pour la section I				—	—	—	—

SECTION II

SERVICES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SOUIS A DES REGLES DE GESTION PARTICULIERES

70	09	C	Hôpital psychiatrique de Mons. — Fonds d'exploitation	—	690,0	690,0	—
70	10	C	Hôpital psychiatrique de Tournai. — Fonds d'exploitation	—	650,0	650,0	—
Totaux pour la section II				—	1 340,0	1 340,0	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR SANTE				—	1 340,0	1 340,0	—

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1993	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1993
------	-------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

66	09	B	Fonds de création cinématographique et audiovisuelle	86,7	237,1	275,0	48,8
66	10	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	530,0	436,0	94,0
67	01	B	Fondations, donations, legs et prix	0,9	0,1	—	1,0
67	02	B	Recettes diverses de la Communauté à répartir ultérieurement	—	—	—	0,6
Totaux pour la section I				87,6	767,2	711,0	143,8
TOTAUX POUR LE SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION				87,6	767,2	711,0	143,8

SECTEUR SPORT ET TOURISME

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

66	14	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	1,3	1,3	—
66	18	A	Fonds des sports. — Rémunérations	4,3	180,0	184,3	—
66	51	C	Fonds des sports	46,0	505,0	551,0	—
Totaux pour la section I				50,3	686,3	736,6	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR SPORT ET TOURISME				50,3	686,3	736,6	—
TOTAUX POUR LA SECTION PARTICULIERE				823,0	15 332,3	15 826,5	328,8

MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1993	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1993
------	-------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	30	B	Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971) Ce fonds est alimenté complémentaiement par les transferts de l'article suivant : D.O. 97 A.B. 41.01 (gestion séparée)	253,8	1 550,0	1 550,0	253,8
60	31	C	Fonds destiné aux prêts d'études (décret du 8 juin 1983) Ce fonds est alimenté complémentaiement par les transferts de l'article suivant : D.O. 97 A.B. 82.02 (gestion séparée)	78,5	—	—	78,5
60	53	A	Opérations du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (gestion séparée)	15,1	1 575,0	1 575,0	15,1
60	54	A	Opérations du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (gestion séparée)	8,6	750,0	750,0	8,6
Totaux pour le chapitre I.				356,0	3 875,0	3 875,0	356,0

CHAPITRE III

FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES
PARTICULIERES

66	35	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne.	-1 327,9	600,0	600,0	-1 327,9
66	39	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	-181,1	69,0	69,0	-181,1

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1993	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1993
66	40	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	-0,1	—	—	-0,1
66	41	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne.	-461,5	210,0	210,0	-461,5
66	42	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	-23,6	10,0	10,0	-23,6
66	43	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	-29,9	1,0	1,0	-29,9
66	48	B	Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974)	-80,5	—	—	-80,5
66	49	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	-79,4	3,0	3,0	-79,4
67	02	B	Fondations, donations, legs et prix (conformément au tableau repris en annexe)	31,2	30,3	30,3	31,2
Totaux pour le chapitre III				-2 152,8	923,3	923,3	-2 152,8
Totaux pour la section I. — Dépenses de la Communauté sur ressources affectées				-1 796,8	4 798,3	4 798,3	-1 796,8

SECTION II

SERVICES DE LA COMMUNAUTE SOUMIS
A DES REGLES DE GESTION PARTICULIERES

CHAPITRE I

SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION SEPARÉE

70	20	C	Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — fonds d'exploitation	10,9	6,0	6,0	10,9
Totaux pour le chapitre I.				10,9	6,0	6,0	10,9

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1993	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1993
CHAPITRE Ibis							
SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION SEPARÉE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE							
70	02 (27)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté (transfert de l'A.B. 41.23, D.O. 51, 52, 53, 55 et 56	—	—	—	—
70	04 (33)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de la Communauté (transfert de l'A.B. 41.23, D.O. 64	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre Ibis				—	—	—	—
Totaux pour la section II. — Services de la Communauté soumis à des règles de gestion particulières				10,9	6,0	6,0	10,9
TOTAUX POUR LA SECTION PARTICULIERE				-1 785,9	4 804,3	4 804,3	-1 785,9

BUDGET 1993

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

CHAPITRE 41

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE DU COMMISSARIAT GENERAL

(En milliers de francs)

411.02	Recettes fonctionnelles	25,555
411.09	Récupérations	97,648
413.01	Intérêts sur placements	8,000
414.01	Recettes exceptionnelles	5,000

CHAPITRE 43

PRODUITS DE LA VENTE D'OBJETS PATRIMONIAUX

431.01	Produits de la vente de biens immobiliers	p.m.
432.01	Produits de la vente de biens mobiliers	5,465

CHAPITRE 44

RECETTES FINANCIERES PATRIMONIALES

(En milliers
de francs)

442.02	Produits d'emprunts	76,300
444.05	Remboursements d'avances	0,500

CHAPITRE 45

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC

452.01	Contribution de la Communauté française	643,200
452.02	Divers	—

CHAPITRE 49

RECETTES POUR ORDRE

491.01	Divers	2,060
	Total des recettes	863,728
	Majorées des crédits disponibles au 31 décembre 1991.	22,000
		885,728

CHAPITRE 51

MONTANTS A PAYER AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME

511.01	Rémunération du personnel, y compris les charges sociales	224,750
511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale. Part patronale	p.m.
511.05	Service social	0,695
511.07	Formation professionnelle	0,535
511.08	Indemnités couvrant des charges réelles	2,970
511.09	Indemnités ne couvrant pas de charges réelles. Heures supplémentaires, y compris le précompte professionnel	1,100
511.10	Provision pension (part patronale)	5,850
	Total chapitre 51	235,900

CHAPITRE 52

MONTANTS A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES
ET TRAVAUX QUI ONT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS
NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES

521.01	Loyer des locaux et charges. — Loyer + charges (dépenses énergétiques comprises)	42,230
521.02	Location de matériel et mobilier. — Entre autres, location de photocopieuses.	1,900
521.03	Aménagement, entretien et réparation des locaux. — Entretien et remise en état des locaux	3,500
521.04	a) Entretien et réparation du matériel et mobilier	5,400
	b) Entretien et réparation des véhicules	3,000
521.05	Assurances	4,700
521.06	Impôts et taxes	p.m.
521.07	Produits de consommation (carburant)	1,200

		(En milliers de francs)
521.09	Divers. — Frais divers (locaux, matériel, véhicules)	0,125
522.01	Frais de bureau. — Frais de bureau, économat, téléphone et télex, affranchissement, documentation, frais de banque, timbres fiscaux	11,901
524.01	Honoraires avocats, experts	5,385
525.01	Remboursement d'emprunts	3,600
Total chapitre 52		82,941

CHAPITRE 53

EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE

532	Dépenses de toute nature relatives à la promotion des actions extérieures de la Communauté française:	
532.01	Mensuel «Présence». — Revue Wallonie-Bruxelles.	10,265
532.02	Achat, location de stands, location d'espaces dans les journaux, etc.	3,950
532.04	Réalisation de vidéogrammes, impression de brochures et de dépliants	5,330
532.05	Achat d'insignes, drapeaux et cadeaux	0,440
Total article 532.		19,985
533	Représentation de la Communauté française à l'étranger:	
533.01	Dépenses de toute nature concernant le Centre Wallonie-Bruxelles à Paris	19,550
533.02	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles au Québec	4,262
533.03	Dépenses de toute nature concernant la Délégation générale Wallonie-Bruxelles chargée des affaires francophones et multilatérales	10,025
533.04	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa	8,135
533.05	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Genève	5,428
533.06	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Rome	4,064
533.07	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis	2,708
533.08	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar	4,868
533.09	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Washington	p.m.
533.10	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Rio de Janeiro	p.m.
533.11	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles auprès des Communautés européennes	1,241
533.12	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Alger	p.m.
533.13	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Milan	p.m.
533.14	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Prague	5,276
533.99	Autres.	2,762
Total article 533.		68,319

N.B.: Les crédits de l'article 533 seront réduits de 6 000 000 de francs pour rationalisation des dépenses à Paris (2 000 000 de francs) et fermeture d'une délégation (4 000 000 de francs). En l'absence d'informations sur les modalités concrètes d'application de ces décisions, les 6 000 000 de francs ont été retirés des crédits de l'article 535.01 où ils seront ajoutés par la suite.

		(En milliers de francs)
534	Secteur multilatéral	
534.01	COTISATIONS	
534.01.01	a) AUPELF. — Subvention à l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française (siège à Montréal)	1,000
	b) AUPELF. — Fonds international de coopération universitaire	0,500
534.01.02	CILF. — Subvention au Conseil international de la langue française (siège à Paris)	1,200
534.01.03	Union des éditeurs. — Subvention à l'Union des Editeurs de langue française (siège à Bruxelles)	0,200
534.01.04	Fédération des professeurs de français. — Subvention à la Fédération internationale des professeurs de français (siège à Paris)	0,100
534.01.05	CONFESJES. — Subvention à la Conférence des Ministres de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (siège à Dakar)	0,700
534.01.06	ACCT. — Subvention à l'Agence de Coopération culturelle et technique (siège à Paris)	91,620
534.01.07	CAMES. — Subvention au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (siège à Ouagadougou)	0,700
534.01.08	FEJ. — Subvention au Fonds européen de la jeunesse (siège à Strasbourg)	1,260
	Total cotisations	97,280
534.02	ACTIONS	
534.02.01	Colloques, rencontres, etc. internationaux :	
	a) en Communauté française	3,230
	b) à l'étranger	3,190
534.02.02	Activités diverses dans le cadre multilatéral :	
	a) Communautés européennes	37,685
	b) Conseil de l'Europe	2,550
	c) UNESCO	1,350
	d) OCDE	0,750
	e) Francophonie	1,930
	f) Autres organisations internationales	0,600
534.02.03	Institut culturel africain et autres organisations internationales.	p.m.
534.02.04	Dépenses de toute nature relatives aux actions menées dans le cadre du suivi des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française	33,710
534.02.05	Organisation d'une biennale de la poésie	0,500
	Total actions	85,495
	Total article 534.	182,775

(En milliers
de francs)

535	Relations internationales bilatérales de la Communauté française de Belgique et bourses d'études allouées à des ressortissants de pays non liés à la Belgique par un accord culturel:	
535.01	Frais de mission et d'accueils d'experts ou de groupes. — Bourses hors accords	160,630
535.02	Dépenses de toute nature et transferts relatifs à la promotion des échanges de jeunes	18,063
535.03	Actions de promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger	65,200
	Total article 535.	243,893
536	Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche, la diffusion artistique et littéraire, les échanges culturels et socio-culturels et la coopération en matières sociales et de santé:	
536.01	Secteur culturel.	26,880
536.02	Secteur enseignement et formation	1,735
536.03	Secteur personnalisable	6,630
	Total article 536.	35,245
537	Dépenses particulières	
537.01	Ristournes et non-valeurs	—
	Total article 537.	—
	Total chapitre 53	550,217

CHAPITRE 55

ACHATS DE BIENS PATRIMONIAUX

550.01	Immeubles	5,000
550.02	Acquisitions nouvelles (matériel, mobilier, véhicules automobiles)	1,500
550.03	Achats et locations concernant l'informatique	6,110
550.04	Achat équipements destinés à l'étranger	2,000
	Total chapitre 55	14,610

CHAPITRE 59

DEPENSES POUR ORDRE

591.01	Divers	2,060
	Total chapitre 59	2,060
	Total des dépenses	885,728

(En milliers
de francs)

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

RECETTES

CHAPITRE 41

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC FRANÇAIS,
DES PROVINCES, DES COMMUNES, DES FONDS

411.01	Contribution de la Communauté française	130 000,000
--------	---	-------------

CHAPITRE 42

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE

421.01	Vente de documents et abonnements	100,000
421.02	Divers	100,000
421.03	Remboursements traitements agents détachés (2 agents)	1 000,000
424.01	Donations et legs	100,000
	Recettes majorées des crédits disponibles au 31 décembre 1992.	p.m.
	Total des recettes	131 700,000

DEPENSES

CHAPITRE 51

PAIEMENT AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME

511.01	Rémunération brute, pécules vacances et de fin d'année, abonnements train	15 000,000
511.04	Charges sociales, Ciger, Formation, SMIB, service santé administratif	3 000,000
	Total chapitre 51	18 000,000

CHAPITRE 52

DEPENSES A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATION,
FOURNITURES, TRAVAUX, ETC. AYANT POUR OBJET DES SERVICES
OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES

521.01	Loyers, déménagement, aménagement	3 000,000
521.02	Nettoyage, entretien et chauffage.	1 200,000
521.03	Frais de mission	400,000

		(En milliers de francs)
521.04	Assurances	400,000
521.05	Intérêts sur emprunt	p.m.
522.01	Bureau (économat, téléphone, poste, ...)	1 800,000
526.01	Autres prestations et travaux par des tiers	500,000
	Total chapitre 52	7 300,000

CHAPITRE 53

**DEPENSES A PAYER A DES TIERS PAR SUITE DE L'EXERCICE
PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE**

532	Dépenses particulières	
532.01	Contrats programmes	82 200,000
532.02	Campagnes masse media et dépenses diverses en relation avec les missions de l'organisme	14 600,000
532.03	Opérations spéciales, animations décentralisées	2 000,000
532.04	Réalisation, impression et diffusion d'outils pédagogiques (BD, dossiers, dépliants, ...)	4 300,000
532.05	Centre de documentation	350,000
532.06	Recherches scientifiques et évaluations	1 600,000
532.07	Autres prestations et travaux per des tiers	850,000
	Total chapitre 53	105 900 000

CHAPITRE 55

**SOMMES A PAYER A DES TIERS POUR L'ACQUISITION
DE BIENS PATRIMONIAUX**

550.02	Mobilier	350,000
550.04	Matériel	150,000
	Total chapitre 55	500,000
	Total des dépenses	131 700,000

BUDGET DE L'ETABLISSEMENT

RECETTES

A. ANNEE 1993

TITRE I

RECETTES COURANTES

Transfert de revenus à l'intérieur du Secteur public

46.01.02	Contribution de la Région wallonne.	1 024 000 000
46.02.02	Contribution de la Communauté française en matière de formation professionnelle.	2 348 000 000

Recettes particulières

06.01.02	Récupération et produits divers	p.m.
	Total titre I	1 372 000 000

TITRE II

RECETTES DE CAPITAL

06.02.02	Récupérations et produits divers	p.m.
	Total titre II	p.m.
	Total partie A	3 372 000 000

B. RECETTES DISPONIBLES PROVENANT DE L'EXERCICE ANTERIEUR

TITRE I

RECETTES COURANTES

Transfert de revenus à l'intérieur du Secteur public

46.01.01	Contribution de la Région wallonne.	37 440 000
----------	---	------------

Recettes particulières

06.01.01	Récupérations et produits divers	1 000 000
	Total titre I	38 440 000
	Total partie B	38 440 000

DEPENSES

A. UTILISATION DES MOYENS PROPRES A L'ANNEE 1993

TITRE 1

DEPENSES COURANTES

Formation professionnelle

40.01.02	Dépenses de toute nature relatives à la promotion de la formation	9 000 000
40.02.02	Subventions à l'Institut francophone de formation permanente des classes moyennes	640 000 000
40.03.02	Subventions aux centres de formation des aides familiales et aides seniors	4 600 000
40.04.02	Interventions de toute nature en relation avec la formation professionnelle des classes moyennes	2 600 000
40.05.02	Indemnités de promotion sociale aux agriculteurs et leurs aidants (y compris années antérieures)	200 000
40.06.02	Subventions au secteur non marchand en matière de formation continuée	101 000 000
40.07.02	Indemnités de promotion sociale pour les travailleurs — crédits d'heures	2 600 000
40.08.02	Subventions pour l'organisation des cours pour agriculteurs et indemnités de promotion sociale	34 000 000
41.01.02	Subventions à l'office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour la formation professionnelle	1 399 000 000
41.06.02	Subventions pour les frais de fonctionnement des comités subrégionaux de l'emploi	30 000 000
		2 223 000 000

Transport scolaire

41	Transfert des revenus à l'intérieur du secteur public:	
41.01.02	Subvention à la Société régionale wallonne de Transport.	638 000 000
	Total titre 1	2 861 000 000

TITRE 2

DEPENSES DE CAPITAL

Formation professionnelle

61.51.02	Subventions à l'office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, pour les investissements en rapport avec les centres de formation professionnelles	119 000 000
63.28.02	Charges d'amortissements d'emprunts contractés pour les centres de formation des classes moyennes	6 000 000
		125 000 000

Tourisme

01	Dépenses de toute nature en matière de tourisme:	
01.01.02	Dépenses de toute nature en matière de tourisme (<i>pour mémoire</i>).	—
51	Transfert de capitaux aux entreprises:	
51.01.02	Subventions pour l'achat de bâtiments et pour travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinées à la promotion du tourisme social:	
	Crédits d'engagement	150 000 000
	Crédits d'ordonnancement	131 000 000
51.02.02	Subventions pour l'achat de bâtiments et pour travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinées au développement de l'équipement touristique régional:	
	Crédits d'engagement	25 000 000
	Crédits d'ordonnancement	17 000 000
51.03.02	Octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création ou l'agrandissement d'établissements hôteliers:	
	Crédits non dissociés	66 000 000
51.04.02	Primes en vue de promouvoir la création, l'agrandissement et la modernisation de terrains de camping, de camping à la ferme, de gîtes ruraux, de gîtes à la ferme, de meublés de tourisme et de chambres d'hôte:	
	Crédits non dissociés	40 000 000
63	Transfert de capitaux aux provinces, communes et organismes assimilés:	
63.01.02	Subventions pour l'achat de bâtiments et pour travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinées au développement de l'équipement touristique régional:	
	Crédits d'engagement	56 000 000
	Crédits d'ordonnancement	98 817 000
72	Construction de bâtiments:	
72.01.02	Achat de terrains et de bâtiments — Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:	
	Crédits d'engagement	61 000 000
	Crédits d'ordonnancement	71 000 000
	Total titre II:	
	Crédits non dissociés	225 000 000
	Crédits d'engagement	291 000 000
	Crédits d'ordonnancement	317 817 000
	Crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement	542 817 000
	Total Partic A — Titre I et Titre II:	
	Crédit non dissociés	3 092 000 000
	Crédits d'engagement	291 000 000
	Crédits d'ordonnancement	317 817 000
	Crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement	3 409 817 000

**B. UTILISATION DES MOYENS DISPONIBLES PROVENANT
DE L'EXERCICE ANTERIEUR**

TITRE II

DEPENSES DE CAPITAL

Tourisme

01	Dépenses de toute nature en matière de tourisme:	
01.01.01	Dépenses de toute nature en matière de tourisme:	
	Crédits d'engagement	37 440 000
	Crédits d'ordonnancement	37 440 000
	Total Partie B:	
	Crédits d'engagement	37 440 000
	Crédits d'ordonnancement	37 440 000

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 884

[S — 29118]

21 DECEMBER 1992. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Er worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten, bestemd voor het dekken van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993, geopend overeenkomstig de programma's opgesomd in de bij dit decreet gevoegde tabel en waarvan de synthese hierna vermeld is. Dezelfde tabel geeft de raming op van de uitgaven die in 1993 aan te rekenen zijn ten laste van de veranderlijke kredieten.

SAMENVATTENDE TABEL

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Begroting van de Dotatie (tabel 1).....	246,0	—	—	—
Begroting van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel 2).....	40 300,4	816,5	998,5	1 614,7
Begroting van het Ministerie Van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel 3)....	170 936,0	32,0	—	54,0
Begroting van de Schuld (tabel 4).....	4 258,0	—	—	—
Algemeen totaal.....	215 740,4	848,5	998,5	1 668,7

Die kredieten worden opgesomd in de bij dit decreet gevoegde tabel.

In de artikelen van dit decreet worden de volgende afkortingen gebruikt:

"O.A." voor "organisatie-afdeling";
"B.A." voor "basisallocatie".

Art. 2. De op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit zijn van toepassing op de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993, onder voorbehoud van de volgende leden en andere artikelen.

De algemene toelichting, die inzonderheid in de artikelen 9 en 10 van de bovenvermelde gecoördineerde wetten bedoeld is, bestaat uit de ontleding en de synthese van de begrotingen, zoals die door de Minister-Voorzitter, belast met de begroting, tijdens de parlementaire werkzaamheden werden voorgedragen.

Lid 3 van artikel 12 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is niet van toepassing op de Franse Gemeenschap.

Art. 3. § 1. De Executieve wordt ertoe gemachtigd alle bepalingen te treffen, inzonderheid de wijziging van de tekst van een programma, een

(1) Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad. — Nr. 4-II, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 4-II, nr. 2. Verslag. — Nr. 4-II, nrs. 3 en 4. Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 17 en 18 december 1992. — Aanneming. Vergadering van 18 december 1992.

basisallocatie of een artikel van het bepalend gedeelte, of de oprichting ervan, met het oog op het oplossen van de moeilijkheden van technische aard die kunnen voortvloeien uit de overgang van de voorstelling die was aangenomen voor de begrotingsdocumenten met betrekking tot het begrotingsjaar 1992 naar deze die bepaald is bij de wet van 28 juni 1989, met inbegrip, wat de begrotingsfondsen betreft die in 1992 in de afzonderlijke sectie waren ingeschreven, van de gevolgen, naar gelang van het geval, van hun afschaffing, hun verandering in organieke fondsen in de zin van de wet van 28 juni 1989, van hun vervanging door één of meer basisallocaties, of van hun samenvoeging.

Zo worden toegelaten, in het begin van het begrotingsjaar, bij wijze van zuiver tijdelijke maatregel, de begrotingsverrichtingen als uitgaven op de artikelen van de begroting in de vorm waarin die in 1992 voorgesteld was, in afwachting dat de voorstelling met betrekking tot 1993 operationeel wordt.

§ 2. De Raad van de Franse Gemeenschap en het Rekenhof worden zonder verwijl op de hoogte gebracht van de bepalingen die ter uitvoering van de vorige paragraaf werden getroffen.

Art. 4. De vergoedingen wegens begrafenis-kosten, alsook de geboortetolagen, kunnen op dezelfde wijze als de bezoldigingen van de gerechtigden worden uitbetaald.

Art. 5. Artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1993 wat de begrotingsfondsen betreft die vermeld zijn in de afzonderlijke secties opgenomen in de hierna vermelde tabellen.

De wijze van beschikking over het tegoed dat vermeld wordt voor die fondsen in de tabellen van de afzonderlijke secties wordt naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk ervan aangeduid.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Minister-voorzitter wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

Art. 6. De gesubsidieerde contractuelen en het personeel dat ressorteert onder het Interdepartementaal Begrotingsfonds worden betaald op de artikelen van de afzonderlijke secties van de bijgevoegde tabellen, gestijfd door de bijdrage van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

— wat het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel 2) betreft artikelen 66.07 A, 66.08 A, 66.10 A, 66.14 A, 66.25 A.

— wat het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel 3) betreft artikelen 66.38 B, 66.39 B, 66.40 B, 66.41 B, 66.42 B, 66.43 B, 66.49 A.

Art. 7. De creditrente of de debetrente die voortvloeien uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, worden onder elkaar gecompenseerd. Alleen het jaarlijks saldo van die compensatie wordt in de begroting geboekt, naar gelang van het geval, in de algemene ontvangstenbegroting of in de administratieve begroting betreffende de Schuld.

Art. 8. In afwijking van artikel 14, lid 1, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen de in de artikelen 9 en 33 bedoelde geldvoorschotten aangewend worden voor het uitkeren van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel dat door de Gemeenschap wordt bezoldigd, alsook voor het betalen van schuldvorderingen die voortvloeien uit overeenkomsten die 200 000 frank niet overschrijden, met inbegrip van de aankopen van kunstwerken, alsook de hulp-gelden en de toelagen van sociale aard en de subsidies die lager zijn dan 50 000 frank.

Die bedragen kunnen voor sommige rekenplichtigen worden aangepast bij beslissing van de Executieve en volgens door haar nader te bepalen regels.

HOOFDSTUK II. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

SECTIE 01. — Algemene bepalingen

Art. 9. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank aan elk van de buitengewone rekenplichtigen worden verleend.

Dit maximumbedrag wordt op 25 000 000 frank gebracht voor de buitengewone rekenplichtigen van de Sector Secretariaat-Generaal en de Sector Infrastructuur.

Voor andere rekenplichtigen kan dit bedrag worden aangepast bij beslissing van de Executieve en volgens door haar nader te bepalen regels.

Art. 10. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie (O.A. 65 - Audiovisuele sector) wordt ertoe gemachtigd betalingen te verrichten ter gelegenheid van opdrachten in het buitenland in het kader van internationale festivals en overeenkomsten, binnen de perken van 500 000 frank.

Art. 11. De hierna vermelde basisallocaties kunnen uitgaven dekken die betrekking hebben op vorige begrotingsjaren.

Sector Kabinetten

O.A. 01

— B.A. 01.01

Sector Secretariaat-Generaal

O.A. 31

— B.A. 11.03.01

— B.A. 12.01.02

— B.A. 12.05.01

O.A. 33

— B.A. 12.01.01

— B.A. 12.02.01

— B.A. 12.03.02

— B.A. 12.04.07

— B.A. 33.08.11

— B.A. 33.09.11

Sector Infrastructuur

O.A. 38

— B.A. 12.01.01

— B.A. 41.30.21

Sector Sociale Zaken

O.A. 41

— B.A. 12.01.01

Sector Gezondheid

O.A. 21

— B.A. 12.01.01

O.A. 23

— B.A. 43.01.12

Sector Cultuur en Communicatie

O.A. 61

— B.A. 12.01.02

— B.A. 12.31.02

O.A. 63

— B.A. 33.10.16

— B.A. 43.09.16

— B.A. 43.10.16

O.A. 66

— B.A. 12.01.02

Sector Sport en Toerisme

O.A. 71

— B.A. 12.01.01

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het Medisch Schooltoezicht behoort, wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan inzake medisch schooltoezicht volgens de tijdsindeling en de nadere regels die hij bepaalt.

Art. 13. § 1. De hieronder vermelde overdrachten kunnen worden verricht in afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

De bij de volgende B.A.'s bepaalde kredieten van de Sector Infrastructuur kunnen, voor dotaties of toelagen van dezelfde aard, van het ene op het andere worden overgedragen, bij besluit van de Executieve volgens de behoeften van de diensten.

O.A. 38

Niet-gesplitste kredieten

— B.A. 41.30.21

— B.A. 43.21.22

— B.A. 61.30.21

— B.A. 63.26.22

O.A. 38

Gesplitste kredieten

alle ordonnanceringskredieten bepaald bij alle basisallocaties

§ 2. Wat de sector Cultuur en Communicatie betreft, kunnen de kredieten uitgetrokken voor de uitkering van toelagen aan de openbare bibliotheken van de gemeenten en provincies enerzijds, en aan de vrije openbare bibliotheken, anderzijds, binnen dezelfde O.A., voor toelagen van dezelfde aard, van het ene op het andere worden overgedragen bij besluit van de Executieve naar gelang van de behoeften van de diensten.

Toegelaten wordt, de overdracht van een gedeelte van de kredieten bepaald bij de B.A. 33.12.16 van de O.A. 63 naar de B.A. 11.03.01 van de O.A. 31.

Er kunnen kredietoverdrachten tussen de B.A. 32.14.23, 32.15.23, 32.16.23 en de B.A. 32.17.23, 32.18.23 en 32.19.23 van de O.A. 62 van de Sector Cultuur en Communicatie worden verricht bij besluit van de Executieve.

§ 3. Er kunnen kredietoverdrachten tussen de B.A. 33.65.11 en 43.65.11 van de O.A. 44 van de Sector Sociale Zaken worden verricht bij besluit van de Executieve.

Art. 14. Onder nr. 06 wordt een nieuwe organisatie-afdeling opgericht, die luidt als volgt :

" Uitgaven met betrekking tot de Cel belast met de coördinatie voor sociale integratie".

In de loop van het jaar kan ze worden gestijfd door de overdracht van kredieten bepaald bij de B.A.'s die tot de bevoegdheid van elk van de Ministers van de Executieve behoren.

SECTIE 02

Andere door het begrotingsdecreet gedekte vastleggingen

Art. 15. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid en het beleid inzake maatschappelijk welzijn behoren, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap gemachtigd vastleggingen ten bedrage van 1 050 000 000 frank en, betreffende de inkomsten ten laste van de basisallocaties van het lopende jaar, betalingen ten bedrage van 817 900 000 frank, te verrichten.

Art. 16. § 1. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid en het beleid inzake maatschappelijk welzijn behoren, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximaal dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Deze vastleggingen kunnen voor 1993 leningen betreffen waarvan het totaal volume 720 000 000 frank niet overschrijdt.

§ 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid en het beleid inzake maatschappelijk welzijn behoren, wordt bovendien ertoe gemachtigd, namens de Franse Gemeenschap, de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de overheid, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximaal dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte overheidsbesturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan.

Deze vastleggingen kunnen, voor 1993, leningen betreffen waarvan het totaal volume 160 000 000 frank niet overschrijdt (huisjes voor bejaarde personen, kinderdagverblijven, centra voor gemeenschappelijke dienst, gezondheidscentra, ...).

§ 3. Elke vastlegging die uit dien hoofde getroffen moet worden, wordt voor visum aan de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof voorgelegd.

Voor de 10e van elke maand doet de controleur der vastleggingen en in drievoud opgemaakte staat met de verantwoordingsstukken aan het Rekenhof worden waarin enerzijds het bedrag van de in de afgelopen maand geviseerde vastleggingen en anderzijds het bedrag van de sedert het begin van het jaar geviseerde vastleggingen vermeld worden.

De staat van de maand december geldt als jaarlijkse verzamelstaat.

Het Rekenhof stuurt naar de Minister tot wiens bevoegdheid de financiën behoren, binnen tien dagen na de ontvangst ervan, een in tweevoud opgemaakte en door het Rekenhof afgesloten jaarlijkse verzamelstaat.

§ 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid en het beleid inzake maatschappelijk welzijn behoren, wordt ertoe gemachtigd overschrijvingen tussen de bedragen 720 000 000 frank en 160 000 000 frank te verrichten.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, wordt ertoe gemachtigd bij het Gemeentekrediet van België, namens de Franse Gemeenschap, voor rekening van het psychiatrische ziekenhuis van de Franse Gemeenschap "Les Marronniers" in Doornik, een kredietopening aan te gaan voor een maximaal bedrag van 234 000 000 frank, en voor rekening van het ziekenhuis "Chênes aux Haies" in Bergen, een kredietopening aan te gaan voor een maximaal bedrag van 200 000 000 frank, om de vooruitfinanciering van de werkingskosten van voornoemde ziekenhuizen te verzekeren.

De intresten van die kredietopening zullen opgenomen worden in de prijs van de verpleegdag in bedoelde ziekenhuizen.

Art. 18. Door toedoen van de minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, niettegenstaande het vorige artikel, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximaal twintig jaar, van leningen toegestaan door het Gemeentekrediet van België, voor bedragen die gelijk staan met 40 % van de prijs voor de werken die verricht werden aan de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik.

De leningen waartoe machtigingen worden verleend zullen in 1993 niet 130 000 000 frank mogen overschrijden.

De intresten en de aflossingen van voornoemde leningen zullen opgenomen worden in de prijs van de verpleegdag in bedoelde ziekenhuizen.

Art. 19. De Minister-Voorzitter wordt ertoe gemachtigd met een financiële instelling een kredietopening aan te gaan waarop hij een beroep kan doen voor de verwezenlijking van een meerjarenprogramma van grote investeringen, inzonderheid inzake renovatie van het onroerend, cultureel en sportpatrimonium van de Franse Gemeenschap of van de ondergeschikte besturen.

De vastleggingen kunnen op dat krediet uiterlijk tot 31 december 1994 worden verricht. De budgettaire gevolgen van die vastleggingen kunnen in geen enkel geval, voor elk begrotingsjaar dat annuïteiten draagt die uit die vastleggingen voortvloeien, een bedrag voor annuïteiten

overschrijden dat hoger is dan 283 miljoen of één derde van de jaarlijkse infrastructuurkredieten die tot de bevoegdheid van de Minister-Voorzitter behoren. Dat krediet zal geen herhalend karakter hebben gedurende de bovenvermelde duur.

SECTIE 03. — Afzonderlijke sectie

Art. 20. De verrichtingen op de speciale fondsen die vermeld zijn in de bij dit decreet gevoegde afzonderlijke sectie betreffende het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken worden op 15 332 300 000 frank voor de ontvangsten en op 15 826 500 000 frank voor de uitgaven geraamd.

Art. 21. In de afzonderlijke sectie wordt een Fonds 66.25 A opgericht. Het wordt gestijfd door de bijdragen van de FOREM en de "ORBEM" (B.C.D.A.) voor de uitbetaling van de bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen die bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken werken.

Art. 22. De hierna vermelde basisallocatie kan worden overgedragen naar artikel 60.03 A van de afzonderlijke sectie, sector Secretariaat-Generaal :

Sector Secretariaat-Generaal
O.A. 33 - B.A. 41.03.14

Art. 23. Artikel 60.09 B van de afzonderlijke sectie, sector Infrastructuur, sectie I : "Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap" wordt gestijfd door de overdracht van de middelen die aan de Franse Gemeenschap verschuldigd zijn en door overdracht van de hierna vermelde B.A.'s van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Sector Infrastructuur
O.A. 38 - B.A. 61.32.21

alsook door de saldi op 31 december 1992 beschikbaar op het artikel van de afzonderlijke sectie van de begroting 1992 die dezelfde nummering heeft.

Art. 24. In afwijking van artikel 2, § 1, van het organiek decreet van 21 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen, wordt het saldo op 31 december 1992 van de kredieten die bepaald zijn bij artikel 66.45 C "Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid" en die op 31 december 1992 niet werden vastgelegd, naar het begrotingsjaar 1993 overgedragen en komt bij de ontvangsten van het jaar.

Art. 25. Het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, opgericht met het oog op de betaling van de kosten voor huisvesting, onderhoud, behandeling en opvoeding van de Belgische en buitenlandse gehandicapten, bij het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, zoals het werd gewijzigd, wordt ingeschreven in de afzonderlijke sectie van de begroting onder artikel 60.02 A van de Sector Sociale Zaken.

Het wordt gestijfd door de overdracht van de middelen opgenomen onder basisallocatie 41.02, programma 1, activiteit 2, van organisatie-afdeling 43 en basisallocatie 41.04, programma 1, activiteit 2, van organisatie-afdeling 43 alsook door de saldi die op 31 december 1992 beschikbaar zijn op het artikel van de afzonderlijke sectie van de begroting 1992 met dezelfde nummering.

Art. 26. Het Fonds vermeld naast artikel 67.01 B van de afzonderlijke sectie en het Fonds 66.42 B worden samengevoegd onder de benaming 67.01 B "Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen". Dit Fonds wordt gestijfd door de opbrengst van schenkingen of legaten en door schenkingen of legaten bestemd voor kunstambachten.

Worden hierop aangerekend, de uitgaven die voldoen aan de bestemmingsbepalingen.

Art. 27. Op artikel 66.09 B - "Fonds voor film- en audiovisuele creatie" kunnen worden aangerekend, de uitgaven van alle aard in verband met de promotie, de produktie en de uitbating op het gebied van de film en de audiovisuele sector. De bepalingen vermeld onder de

artikelen 30, met uitzondering van het laatste lid, en 31 van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, zijn op dat Fonds toepasselijk. Het wordt eveneens gestijfd door de financiële sancties die werden gestort door de televisiezendders die de overeenkomsten niet hebben nageleefd, en door de volgende basisallocaties, via volledige of gedeeltelijke overdrachten :

Sector Culturen Communicatie
O.A. 65
— B.A. 33.08.21
— B.A. 33.09.21
— B.A. 33.07.21

Art. 28. Artikel 66.18 A "Sportfonds - Bezoldigingen" wordt gestijfd door de ontvangsten voortkomende uit provisionele overdrachten van artikel 66.51 C "Sportfonds".

Die bezoldigingen kunnen als uitgaven op dat fonds worden aangerekend.

Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend ten belope van een bedrag dat gelijk is met ten hoogste één vierde van de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het personeel van het Sportfonds dat werkelijk opgenomen is in de personeelsformatie van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, met verplichting die voorschotten terug te betalen zodra de rekenplichtige van het "Sportfonds - Bezoldigingen" de ontvangsten die daarvoor zijn bestemd, heeft ontvangen.

Art. 29. Artikel 66.51 C "Sportfonds" van de sector Sport en Toerisme, wordt gestijfd door de volgende ontvangsten :

- giften en legaten die bestemd worden voor de bevordering of de ontwikkeling van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens ;
- dotaties van de Nationale Loterij ;
- de opbrengst van de bedragen die verschuldigd zijn op de inkomsten uit sportwedenschappen en -voorspellingen ;
- de betalingen, inschrijvingsrechten, abonnementsprijzen en andere inkomsten uit de activiteiten van het Fonds ;
- de invordering van de vastgestelde rechten.

Dit fonds wordt aanvullend gestijfd door het hierna vermelde artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Sector Sport en Toerisme
O.A. 73 - B.A. 41.01.27

Op dit Fonds kunnen de volgende uitgaven worden aangerekend :

- de kosten van alle aard met betrekking tot de werking van de sportcentra van de Franse Gemeenschap en van de buitendiensten van de Administratie voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens van de Franse Gemeenschap ;
- de toelagen of voorschotten toegekend aan erkende sportfederaties, aan clubs en andere aangesloten verenigingen, voor hun activiteiten.

Art. 30. Het Fonds 67.02 B wordt ertoe gemachtigd het creditsaldo van de activa van de ontbonden VZW "Centre d'animation permanente" (Centrum voor permanente animatie van de Franse Gemeenschap) te ontvangen.

Kunnen hierop worden aangerekend, inzonderheid de uitgaven van de rustpensioenen van de personeelsleden die werden overgedragen in het kader van het overnemen van de overeenkomsten waardoor ze met de VZW verbonden waren en wier integratie in het kader van de gespecialiseerde ambten niet in aanmerking komt.

SECTIE 04

Titel VII. — Instellingen van openbaar nut

Art. 31. De begroting van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd. Die begroting bedraagt 863 728 000 frank voor de ontvangsten en 885 728 000 frank voor de uitgaven; het verschil wordt gedekt door het saldo van de op 31 december 1991 beschikbare kredieten.

Art. 32. De begroting van het "Agence de prévention du Sida" (Bureau voor Aids-preventie van de Franse Gemeenschap) voor het jaar 1993, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd. Die begroting bedraagt 131 700 000 frank voor de ontvangsten, die gedeeltelijk bestaan uit een lening die door de Franse Gemeenschap ten laste wordt genomen, en 131 700 000 frank voor de uitgaven.

HOOFDSTUK III

Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming
(bijgaande tabel III)

SECTIE 01. — Algemene bepalingen

Art. 33. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof :

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, van de buitendiensten en van de diensten met afzonderlijk beheer.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtige van het Economaat afhankelijk van de "Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative" worden verleend.

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 150 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen worden verleend op de begrotingsartikelen betreffende de betaling van het leerlingenvervoer.

4. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de rekenplichtigen van het schoolgebouwenfonds van de Franse Gemeenschap.

5. Die maxima kunnen voor sommige rekenplichtigen aangepast worden bij beslissing van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Art. 34. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd de bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfsplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd vrij onderwijs, door middel van geldvoorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijksse voorschotten.

Inzake leerlingenvervoer mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van vorderingen, ongeacht hun bedrag, voor zover de overeenkomsten het voorwerp hebben uitgemaakt van een kontrakt. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek mag door middel van voorschotten de reisbeurzen en geldprijzen van de laureaten van de universitaire wedstrijden betalen en, op dezelfde wijze, de reiskosten van personen die uit het buitenland komen of ernaar toe reizen.

De buitengewone rekenplichtige van de dienst studie en wetenschappelijk onderzoek bij de Algemene Directie Kunstonderwijs en artistieke vorming kan door middel van voorschotten de uitgaven betalen voor buitenlandse reizen van universiteitsprofessoren, toelagen voor jonge onderzoekers en voor studenten, toelagen voor de verbreiding van de wetenschappelijke kennis en de financiering van congressen en colloquia (O.A. 94 "Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique"; O.A. 95. - Wetenschappelijk onderzoek, B.A. 12.01.02).

De buitengewone rekenplichtige van de dienst studietoelagen kan door middel van voorschotten en van de ontvangsten die hij kan innen krachtens het decreet van 8 juni 1963, studietoelagen, toegekend aan gezinnen met ten minste 3 kinderen ten laste, alsook studietoelagen toegekend aan de minvermogene leerlingen en studenten, tot een bedrag van 400 000 frank globaal betalen, bij beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort.

Art. 35. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie en die ter plaatse verwezenlijkt moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnances

van kredietopening, ongeacht hun bedrag, ten bate van een buitengewone rekenplichtige aangesteld door de Minister van Landsverdediging, na instemming van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Art. 36. In afwijking van artikel 143, 1e lid, van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de bevoegde Ministers de verantwoordelijken voor het financieel beheer van de scholen en psycho-medisch-sociale centra met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen, de roerende voorwerpen waarover ze beschikken, te verkopen indien ze niet meer gebruikt kunnen worden.

Art. 37. De niet-gesplitste kredieten op onderstaande basisallocaties mogen uitgaven met betrekking tot de vorige begrotingsjaren dekken : B.A. 11.03, 11.04, 43.01 van O.A. 51, 52, 53, 55, 56, 83 en 93.

Sector Kabinet

O.A. 05. — artikel 12.06.02

Sector Secretariaat-generaal

O.A. 40. — artikel 12.06.02

Sector Vorming

O.A. 82. — artikel 33.23.41

Sector Kunstonderwijs en artistieke vorming

O.A. 83. — artikel 43.23.30

— artikel 43.23.40

Sector Universitair Onderwijs

O.A. 95 — artikel 11.04.01

— artikel 12.01.02

— artikel 12.02.02

— artikel 41.13.35

Sector Niet-Universitair hoger onderwijs

O.A. 55. — artikel 11.04.80

— artikel 12.01.81

Sector "Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique"

O.A. 94. — artikel 12.01.02

— artikel 12.07.02

Art. 38. In afwijking van de artikelen 15 en 22 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de basisallocaties 11.03 en 11.04 van de activiteiten 01 betreffende de bezoldigingen en allerhande toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen) onderling herverdeeld worden binnen een zelfde administratieve begroting.

Elk gebruik van deze bepaling zal het voorwerp zijn van een beslissing van de Executieve en onverwijld meegedeeld worden aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan het Rekenhof met vermelding van de betrokken organisatie-afdeling, programma en bedragen.

Art. 39. In afwijking van de artikelen 15 en 22 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de basisallocaties voor de begrotingsartikelen voortvloeiend uit een opsplitsing in de begroting 1993 t.o.v. die van 1992 en die voorkomen in de concordantietabel in bijlage 1 van de administratieve begroting, na advies van de Inspectie van Financiën, op beslissing van de betrokken Minister(s) onderling overgedragen worden, mits de Executieve daarvan onverwijld kennis krijgt en zulks aan de Raad en het Rekenhof meegedeeld wordt met vermelding van de betrokken begrotingsartikelen en bedragen.

Art. 40. Benevens de in artikel 39 bepaalde basisallocaties omvatten de kredieten voor de programma's betreffende de werkingskosten van de besturen :

1° Vaste uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten :

Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. Presentiegelden, reis- en

verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden;

Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten: bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven;

Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnements).

2° Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten).

3° Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen).

4° Andere uitgaven voor de werking van de diensten, waarvan de detaillering in de administratieve begroting voorkomt.

5° Uitgaven voor aankoop van duurzame roerende goederen, machines, meubilair, materieel, vervoermiddelen te land,

Art. 41. De weddetoelagen van de leden van het personeel van het voorschools en lager onderwijs, secundair onderwijs, niet-universitair hoger onderwijs, buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie, kunstonderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 42. De betaling van voorschotten aan de rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, voor de aan het tijdelijk personeel verschuldigde kinderbijslag, kan aangerekend worden op de artikelen betreffende de betaling van wedden en weddetoelagen, opgenomen in tabel 3 van deze begroting.

De in vorig lid bedoelde uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 43. In afwijking van artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 447 van 20 augustus 1986 tot wijziging van artikel 36 van de wet van 29 mei 1959 wordt de overgang naar de directe betaling van de weddetoelagen in het officieel gesubsidieerd onderwijs verdaagd tot uiterlijk 31 december 1993.

Art. 44. De toelagen voor de stagemeeesters in het basisonderwijs mogen aangerekend worden op de artikelen van O.A. 51 betreffende de wedden en weddetoelagen van de betrokken netten. Deze uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 45. In afwijking van de artikelen 14, eerste lid, en 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 50 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen belast met de vereffening van de toelagen verleend ten laste van het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek of van de instellingen belast met de uitvoering van de opdrachten ervan, alsmede van allerhande werkingsuitgaven, ongeacht het bedrag ervan, die voortvloeien uit het

beheer van bedoeld fonds of van bedoelde instellingen, voor zover die uitgaven betrekking hebben op materies waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is.

Art. 46. De terugbetalingen i.v.m. de geschillen inzake de inschrijvingsrechten, betaald door de leerlingen en studenten bedoeld in de artikel 58 e.v. van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, kunnen aangerekend worden op de artikelen betreffende de dotaties of werkingstoelagen voor de inrichtingen die voormelde leerlingen en studenten bezoeken.

SECTIE 02

Titel IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 47. De verrichtingen op de speciale fondsen in de afzonderlijke sectie van tabel III van het decreet worden geraamd op
4 804 300 000 frank voor de ontvangsten
4 804 300 000 frank voor de uitgaven

Art. 48. Artikel 66.24.A "Fonds Wernaers", voor de aanwending van de ontvangsten uit roerende en onroerende goederen ten einde studenten in accountancy en muziekonderwijs de mogelijkheid te geven verder te studeren of een jaarlijkse prijs te bekomen, wordt samengevoegd met artikel 67.02 B van de afzonderlijke sectie, onder de benaming 67.02 "Stichtingen, schenkingen, legaten".

Dit fonds ontvangt de opbrengst van de giften, om ze toe te kennen aan de begunstigden.

Art. 49. Artikel 66.48 B "Fonds voor scholing van landbouwers" ontvangt de steungelden van het EOGFL voor financiering van de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werkzaam zijn.

Art. 50. Het Waarborgfonds van de Gemeenschap wordt gemachtigd tot het dekken van leningen; bedoelde machtiging wordt strikt beperkt tot het betalingskrediet uitgetrokken op B.A. 41 20 van O.A. 89. Voor de volgende jaren komen de rentetoelagen ten laste van de gewone middelen, toegekend aan voormeld fonds.

De uitgaven van het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en van het fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gebeuren door toedoen van fondsen geopend in de afzonderlijke sectie van de begroting onder de artikelen 60.53.A en 60.54.A en 60.55.A en 60.56.A, onder het rechtstreeks en exclusief gezag van de Minister van Onderwijs. De Fondsen vermeld in de artikelen 60.55.A en 60.56.A worden resp. samengevoegd met 60.53.A en 60.54.A.

Er wordt voorzien in vastleggingscontrole voor uitgaven m.b.t. het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

De uitgaven van de in dit artikel bedoelde instellingen gebeuren binnen de perken van de budgettaire middelen waarover ze kunnen beschikken en waarop de uitgaven voor het personeel en voor de algemene en administratieve werking worden aangerekend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 december 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

TABEL I. — Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 10				
Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap				
Programma 1	Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap.....	246,0	—	—

TABEL II. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten	
SECTOR KABINETTEN VAN DE EXECUTIEVE				
ORGANISATIE-AFDELING 01. — Kabinet van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie, Sport en Toerisme				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	223,9	—	—
	Totalen voor de Afdeling 01.....	223,9	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 02. — Kabinet van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdbescherming en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	213,3	—	—
	Totalen voor de Afdeling 02.....	213,3	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 03. — Kabinet van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid van de Franse Gemeenschap				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	108,7	—	—
	Totalen voor de Afdeling 03.....	108,7	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 06. — Uitgaven met betrekking tot de Cel belast met de coördinatie voor sociale integratie				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	10,0	—	—
	Totalen voor de Afdeling 06.....	10,0	—	—
SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL				
ORGANISATIE-AFDELING 31. — Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	3 045,3	—	—
Programma 1	Diverse toelagen.....	2 514,9	—	—
Programma 2	Toepassing van het decreet van 1 juli 1982.....	32,6	—	—
	Totalen voor de Afdeling 31.....	5 592,8	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 32. — Economaat				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	300,6	—	—
	Totalen voor de Afdeling 32.....	300,6	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 33. — Hulpverlening aan de Jeugd				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	120,5	—	—
Programma 1	Jongeren in gevaar en jonge delinquenten.....	5 066,5	—	—
	Totalen voor de Afdeling 33.....	5 187,0	—	—

		(In miljoenen frank)			
		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
			Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
SECTOR INFRASTRUCTUUR					
ORGANISATIE-AFDELING 38. — Infrastructuur					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	1,4	—	—	—
Programma 1	Onderhoudswerken en beheer.....	3,1	—	—	—
Programma 2	Diverse lasten, intresten en aflossing van leningen.....	1 924,3	—	—	—
Programma 3	Investerings- en toelagen voor investeringen.....	—	816,5	998,5	—
Totalen voor de Afdeling 38.....		1 928,8	816,5	998,5	—
SECTOR SOCIALE ZAKEN					
ORGANISATIE-AFDELING 41. — Algemene Zaken					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	2,3	—	—	—
Programma 1	Diverse toelagen.....	23,4	—	—	—
Steunfonds voor het sociaal beleid en het gezondheidsbeleid (A)					
— Saldo op 1 januari 1993.....		—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....		—	—	—	—
— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....		—	—	—	—
— Saldo op 31 december 1993.....		—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 41.....		25,7	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 42. — Maatschappelijk welzijn					
Programma 1	Migranten en strijd tegen sociale uitsluiting.....	88,3	—	—	—
Programma 2	Sociale organismen.....	140,6	—	—	—
Programma 3	Openbare centra voor maatschappelijk welzijn.....	21,1	—	—	—
Fonds bestemd voor de financiering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest met uitzondering van die van het Duits taalgebied (C)					
— Saldo op 1 januari 1993.....		—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....		—	—	—	1 400,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....		—	—	—	1 400,0
— Saldo op 31 december 1993.....		—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 42.....		250,0	—	—	1 400,0
ORGANISATIE-AFDELING 43 Gespecialiseerde maatschappelijke hulpverlening					
Programma 1	Gehandicapten.....	8 494,4	—	—	—
Programma 2	Delinkwenten en sociaal gehandicapten.....	127,4	—	—	—
Programma 3	Behoeftigen.....	120,0	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 43.....		8 741,8	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 44. — Gezin					
Programma 1	Gezin.....	2 135,6	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 44.....		2 135,6	—	—	—
SECTOR GEZONDHEID					
ORGANISATIE-AFDELING 21. — Algemene Zaken					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	1,6	—	—	—
Programma 1	Diverse toelagen.....	12,0	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 21.....		13,6	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 22. — Preventieve geneeskunde					
Programma 1	Diverse acties.....	60,8	—	—	—
Programma 2	Diverse toelagen en tegemoetkomingen.....	447,8	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 22.....		508,6	—	—	—

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 23. — Curatieve geneeskunde				
Programma 1	Diverse toelagen en tegemoetkomingen.....	689,5	—	—
	Totalen voor de Afdeling 23.....	689,5	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 24. — Medisch schooltoezicht				
programma 0	Bestaansmiddelen.....	471,3	—	—
	Totalen voor de Afdeling 24.....	471,3	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 25. — Kind				
Programma 1	Toelagen.....	3 506,3	—	—
	Fonds tot toekenning van toelagen voor vakantiecentra (A)			
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	11,7
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	11,7
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 25.....	3 506,3	—	11,7
SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE				
ORGANISATIE-AFDELING 61. — Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	127,9	—	—
	Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal (A)			
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	5,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	5,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—
Programma 1	Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	116,3	—	—
	Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het impulsfonds voor het migrantenbeleid (C)			
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	—
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—
	Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne (C)			
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	13,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	13,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—
	Fonds voor de beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol (C)			
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	3,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	3,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—
	Fonds voor de beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroutle (C)			
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	3,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	3,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—
Programma 2	Culturele centra.....	351,9	—	—
Programma 3	Steun voor de franstalige verenigingen van de gemeenten met een speciale taalregeling.....	10,1	—	—
	Totalen voor de Afdeling 61.....	606,2	—	24,0

		(In miljoenen frank)			
		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
			Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 62. — Kunstbevordering					
Programma 1	Kunstbevordering.....	70,9	—	—	—
Programma 2	Toneelkunst.....	835,7	—	—	—
Programma 3	Muziek.....	673,1	—	—	—
Programma 4	Danskunst.....	125,1	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 62.....		1 704,8	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 63. — Boekwezen					
Programma 1	Openbare lektuurvoorziening.....	300,8	—	—	—
Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap (C)					
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	—
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	—	—
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—	—
Programma 2	Franse letteren.....	82,7	—	—	—
Programma 3	Waalse letteren.....	2,0	—	—	—
Programma 4	Franse taal.....	6,3	—	—	—
Programma 5	Bevordering van het boekwezen.....	7,3	—	—	—
Fonds voor het uitgeven van boeken (B)					
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	4,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	—	4,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—	—
Fonds voor steun aan de verspreiding (B)					
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	—
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	—	—
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 63.....		399,1	—	—	4,0
ORGANISATIE-AFDELING 64 Jeugd en permanente opvoeding					
Programma 1	Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	0,5	—	—	—
Programma 2	Jeugd.....	346,0	—	—	—
Programma 3	Permanente opvoeding.....	604,0	—	—	—
Programma 4	Socio-culturele activiteiten.....	50,8	—	—	—
Fonds voor socio-culturele vorming (C)					
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	1,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	—	1,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 64.....		1 001,3	—	—	1,0
ORGANISATIE-AFDELING 65. — Audiovisuele sector					
Programma 1	Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	13,2	—	—	—
Programma 2	Film en video.....	559,4	—	—	—
Programma 3	Radio en televisie.....	5 196,4	—	—	—
Steunfondsen voor creatie op radio (B)					
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	4,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	—	4,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—	—
Programma 4	Pers.....	40,9	—	—	—
Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers (A)					
	— Saldo op 1 januari 1993.....	—	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	170,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1993.....	—	—	—	170,0
	— Saldo op 31 december 1993.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 65.....		5 809,9	—	—	174,0

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 66 Patrimonium en beeldende kunsten				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	15,1	—	—
Programma 1	Diverse uitgaven en toelagen.....	155,4	—	—
	Totalen voor de Afdeling 66.....	170,5	—	—
SECTOR SPORT EN TOERISME				
ORGANISATIE-AFDELING 71 Algemene zaken van Sport en Toerisme				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	46,6	—	—
	Totalen voor de Afdeling 71.....	46,6	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 72. — Toerisme				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	6,6	—	—
Programma 1	Activiteiten, toelagen, premies.....	262,6	—	—
Programma 2	Diverse tegemoetkomingen.....	2,3	—	—
	Totalen voor de Afdeling 72.....	271,5	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 73 Lichamelijke opvoeding en sport				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	8,7	—	—
Programma 1	Diverse initiatieven.....	25,0	—	—
Programma 2	Diverse toelagen.....	293,2	—	—
Programma 3	Bijzondere toelagen.....	1,4	—	—
	Totalen voor de Afdeling 73.....	328,3	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 74. — Sport- en toeristische centra				
Programma 1	Diverse initiatieven.....	54,7	—	—
	Totalen voor de Afdeling 74.....	54,7	—	—
	Totaal Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.....	40 300,4	816,5	998,5
				1 614,7

TABEL III. — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

(In miljoenen franken)

	Niet-geplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 04. — Kabinet van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen				
Programma 0	Werking van het Kabinet	—	—	—
Programma 1	Informatisering — Kosten voor eerste inrichting	—	—	—
	Totaal afdeling 04	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 02 Kabinet van de Minister van Onderwijs				
Programma 0	Werking van het Kabinet	118,3	—	—
Programma 1	Informatisering — Kosten voor eerste inrichting	—	—	—
	Totaal voor afdeling 05	118,3	—	—

(In miljoenen franken)

	Niet-geplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 40				
Secretariaat en gemeenschappelijke diensten				
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	800,9	—	—
	Organiek fonds voor leningen aan personeelsleden (C)			
	— saldo 1.1.1993	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar	—	—	—
	— beschikbaar voor 1993	—	—	—
	— saldo 31.12.1993	—	—	—
Programma 1	Provisie voor diverse lasten	2 032,4	—	—
Programma 2	Cel modernisering en opleiding	2,0	—	—
Programma 3	Statistieken	14,0	—	—
Programma 4	Secretariaat-generaal en interministeriële cel Thesaurie en Begroting	41,0	—	—
Programma 5	Bibliotheek	11,2	—	—
Programma 6	Rechtskundige dienst en vertaaldienst	20,2	—	—
Programma 7	Medewerking aan internationale instellingen — Diversen	172,8	—	—
	Impulsfonds migrantenbeleid (A)			
	— saldo 1.1.1993	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar	—	—	—
	— beschikbaar voor 1993	—	—	—
	— saldo 31.12.1993	—	—	—
	Interventiefonds van het Europees sociaal fonds voor actie- of opleidingsprogramma's voor wederinschakeling in het beroepsleven door het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan (C)			
	— saldo 1.1.1993	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar	—	—	—
	— beschikbaar voor 1993	—	—	—
	— saldo 31.12.1993	—	—	—
	Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven (C)			
	— saldo 1.1.1993	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar	—	—	54,0
	— beschikbaar voor 1993	—	—	54,0
	— saldo 31.12.1993	—	—	—
Programma 8	Centrum voor informatieverwerking en drukkerij	261,5	—	—
Programma 9	Algemene Zaken	164,0	—	—
	Totaal afdeling 40	3 519,8	—	54,0
ORGANISATIE-AFDELING 51. — Basisonderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	135,8	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen Inspectie	277,8	—	—
Programma 2	Werking kleuterscholen van de Gemeenschap	884,0	—	—
Programma 3	Werking van de officiële gesubsidieerde kleuterscholen	5 534,5	—	—
Programma 4	Werking van de vrije gesubsidieerde kleuterscholen	4 164,4	—	—
Programma 5	Werking van de lagere scholen van de Gemeenschap	3 364,3	—	—
Programma 6	Werking van de officiële gesubsidieerde lagere scholen	12 941,4	—	—
Programma 7	Werking van de vrije gesubsidieerde lagere scholen	11 289,9	—	—
Programma 8	Bèstrijding van de mislukkingen op school	450,0	—	—
	Totaal afdeling 51	32 024,1	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 52				
Secundair onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	209,7	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen Inspectie	198,1	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen met volledig leerplan	22 494,2	—	—

(In miljoenen franken)

	Niet-geplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten		
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen met volledig leerplan	13 617,5	—	—	—
Programma 4	Werking van de vrije gesubsidieerde scholen met volledig leerplan	33 861,3	—	—	—
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen met beperkt leerplan ...	150,8	—	—	—
Programma 6	Werking van de officiële gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan	24,8	—	—	—
Programma 7	Werking van de vrije gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan	276,4	—	—	—
Programma 8	Bestrijding van de mislukkingen op school	125,0	—	—	—
	Totaal afdeling 52	9 369,8	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 53 Buitengewoon onderwijs					
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	43,6	—	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen Inspectie	28,1	—	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen	3 040,2	—	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen	2 127,9	—	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen	4 130,0	—	—	—
	Totaal afdeling 53 ...	9 369,8	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 54 Universitair onderwijs					
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	42,7	—	—	—
Programma 1	Universiteiten van de Gemeenschap	5 360,2	—	—	—
Programma 2	Vrije universiteiten	13 359,2	—	—	—
Programma 3	Toezicht over de universiteiten	58,4	—	—	—
Programma 4	Allerhande toelagen	8,0	—	—	—
Programma 5	Universitair onderwijs	24,5	—	—	—
	Totaal afdeling 54 ...	18 853,0	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 55 Niet-universitair hoger onderwijs					
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	39,3	—	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen Inspectie	4,5	—	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen van het lange type	1 033,6	—	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen van het lange type	497,2	—	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen van het lange type	1 142,8	—	—	—
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen van het korte type	1 699,6	—	—	—
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde scholen van het korte type	2 265,1	—	—	—
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde scholen van het korte type	2 938,5	—	—	—
Programma 8	Niet-universitair hoger onderwijs	3,8	—	—	—
	Totaal afdeling 55 ...	9 624,4	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 56 Onderwijs voor sociale promotie					
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	27,2	—	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen Inspectie	12,0	—	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen	896,7	—	—	—
	Fonds voor aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van artikelen 114 en 115 van het decreet van 16.4.1991 (B)				
	— saldo 1.1.1993	—	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar	—	—	—	—
	— beschikbaar voor 1993	—	—	—	—
	— saldo 31.12.1993	—	—	—	—

(In miljoenen franken)

	Niet-geplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten	
Programma 3	1 344,2	—	—	—
Werking officiële gesubsidieerde scholen				
Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
— saldo 1.1.1993	—	—	—	—
— ontvangsten lopend jaar	—	—	—	—
— beschikbaar voor 1993	—	—	—	—
— saldo 31.12.1993	—	—	—	—
Programma 4	868,8	—	—	—
Werking vrije gesubsidieerde scholen				
Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
— saldo 1.1.1993	—	—	—	—
— ontvangsten lopend jaar	—	—	—	—
— beschikbaar voor 1993	—	—	—	—
— saldo 31.12.1993	—	—	—	—
Totaal afdeling 58 ...	3 148,9	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 82. — Vorming				
Programma 0	265,8	—	—	—
Bestaansmiddelen Bestuur				
Programma 1	6,8	—	—	—
Allerhande initiatieven — Opleiding arbeiders en bedienden				
Programma 2	1 653,6	—	—	—
Allerhande toelagen — Opleiding arbeiders en bedienden				
Programma 3	35,7	—	—	—
Allerhande initiatieven — Opleiding van zelfstandigen ..				
Programma 4	819,9	32,0	—	—
Allerhande toelagen — Opleiding van zelfstandigen				
Totaal afdeling 82 ...	2 781,6	32,0	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 83. — Kunstonderwijs				
Programma 0	91,8	—	—	—
Bestuursmiddelen Bestuur				
Programma 1	30,0	—	—	—
Allerhande initiatieven en toelagen				
Programma 2	789,9	—	—	—
Werking Gemeenschapsscholen				
Programma 3	2 234,6	—	—	—
Werking officiële gesubsidieerde scholen				
Programma 4	697,8	—	—	—
Werking vrije gesubsidieerde scholen				
Totalen afdeling 83 ...	3 644,1	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 89. — Schoolgebouwen				
Programma 0	2 325,0	—	—	—
Werking van het Fonds voor schoolgebouwen en van de instellingen die in de plaats treden van het Nationaal Waarborgfonds				
Totaal afdeling 89 ...	2 325,0	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 91 Dienst leerlingenvervoer				
Programma 0	—	—	—	—
Bestaansmiddelen Bestuur				
Programma 1	159,8	—	—	—
Vervoer in het Gemeenschapsonderwijs				
Totaal afdeling 91 ...	159,8	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 92 Organisatie van het Onderwijs				
Programma 0	176,1	—	—	—
Bestaansmiddelen Bestuur				
Programma 1	25,4	—	—	—
Bestaansmiddelen Inspectie				
Programma 2	173,0	—	—	—
Organisatie van het onderwijs — Alle diensten behalve PMS-opleiding				
Programma 3	142,5	—	—	—
Organisatie van het onderwijs				
Totaal afdeling 92 ...	517,0	—	—	—

(In miljoenen franken)

	Niet-geplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnanceringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 93. — PMS-centra				
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	0,1	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen Inspectie	—	—	—
Programma 2	Werkling PMS-centra van de Gemeenschap	809,7	—	—
Programma 3	Werkling officiële gesubsidieerde PMS-centra	583,1	—	—
Programma 4	Werkling vrije gesubsidieerde PMS-centra	842,5	—	—
	Totaal afdeling 93 ...	2 235,4	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 94. — « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »				
Programma 0	Bestaansmiddelen Bestuur	29,0	—	—
Programma 1	Allerhande toelagen	12,2	—	—
	Totaal afdeling 94 ...	41,2	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 95 Wetenschappelijk Onderzoek				
Programma 0	Bestaansmiddelen	10,3	—	—
Programma 1	Toelagen VZW of gelijkgesteld	19,8	—	—
Programma 2	Allerhande toelagen	446,3	—	—
Programma 3	Wetenschappelijk Onderzoek	2 254,1	—	—
	Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (B)			
	— saldo 1.1.1993	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar	—	—	—
	— beschikbaar voor 1993	—	—	—
	— saldo 31.12.1993	—	—	—
	Totaal afdeling 95 ...	2 730,5	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 96. — Afstandsonderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen	120,4	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen Inspectie	—	—	—
	Totaal afdeling 96 ...	120,4	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 97 Studietoelagen en toelagen				
Programma 0	Bestaansmiddelen	15,0	—	—
Programma 1	Toelagen en leningen	1 550,1	—	—
	Totaal afdeling 97 ...	1 565,1	—	—
	Totaal Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming ...	170 936,0	32,0	—
				54,0

TABEL IV. — Openbare schuld van de Franse Gemeenschap

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnanceringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 30. — Openbare schuld				
Programma 0	Bestaansmiddelen	20,0	—	—
Programma 1	Aflossingen en verschuldigde intresten	4 238,0	—	—
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 30	4 258,0	—	—

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1993	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1993
SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
60	03	A	Fonds bestemd voor de uitbetaling van subsidies voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen buiten hen die toevertrouwd zijn aan openbare instellingen voor jeugdbescherming (wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming).....	125,0	6 004,0	6 001,0	128,0
66	25	A	Bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen die bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken werken.....	—	210,0	210,0	—
Totalen voor sectie I.....				125,0	6 214,0	6 211,0	128,0
Totalen voor de sector Secretariaat-Generaal				125,0	6 214,0	6 211,0	128,0
SECTOR INFRASTRUCTUUR							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
60	09	B	Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap.....	219,1	817,9	1 037,0	—
Totalen voor sectie I.....				219,1	817,9	1 037,0	—
Totalen voor de sector Infrastructuur.....				219,1	817,9	1 037,0	—
SECTOR SOCIALE ZAKEN							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
60	02	A	Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg, opgericht ten einde de kosten voor huisvesting, onderhoud, behandeling en opvoeding van Belgische en buitenlandse gehandicapten te betalen (koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967).....	319,2	5 395,1	5 714,3	—
66	07	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector — Hulp aan gezinnen (thesaurievoorschotten mogen toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	21,8	111,8	76,6	57,0
Totalen voor sectie I.....				341,0	5 506,9	5 790,9	57,0
Totalen voor de sector Sociale Zaken				341,0	5 506,9	5 790,9	57,0

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1993	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1993
SECTOR GEZONDHEID							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
66	08	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector — (Thesaurievoorschotten mogen toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	—	—	—	—
Totalen voor sectie I.....				—	—	—	—
SECTIE II. — Diensten van de Franse Gemeenschap onderworpen aan bijzondere beheersregelen							
70	09	C	Psychiatrisch ziekenhuis van Bergen (Mons). - Exploitatiefonds.....	—	690,0	690,0	—
70	10	C	Psychiatrisch ziekenhuis van Doornik (Tournai). - Exploitatiefonds.....	—	650,0	650,0	—
Totalen voor sectie II.....				—	1 340,0	1 340,0	—
Totalen voor de sector Gezondheid.....				—	1 340,0	1 340,0	—
SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
66	09	B	Fonds voor film- en audiovisuele creatie.....	86,7	237,1	275,0	48,8
66	10	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (Thesaurievoorschotten mogen toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	—	530,0	436,0	94,0
67	01	B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen.....	0,9	0,1	—	1,0
67	02	B	Later te verdelen diverse inkomsten van de Gemeenschap.....	—	—	—	0,6
Totalen voor sectie I.....				87,6	767,2	711,0	143,8
Totalen voor de sector Cultuur en Communicatie.....				87,6	767,2	711,0	143,8
SECTOR SPORT EN TOERISME							
Sectie I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
66	14	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (Thesaurievoorschotten mogen toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	—	1,3	1,3	—
66	18	A	Sportfonds. — Bezoldigingen.....	4,3	180,0	184,3	—
66	51	C	Sportfonds.....	46,0	505,0	551,0	—
Totalen voor sectie I.....				50,3	686,3	736,6	—
Totalen voor de sector Sport en Toerisme.....				50,3	686,3	736,6	—
Totalen voor de afzonderlijke sectie.....				823,0	15 332,3	15 826,5	328,8

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1993	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1993
SECTIE I							
Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
HOOFDSTUK I							
<i>Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten</i>							
60	30	B	Fonds voor studietoelagen (wet van 19 juli 1971). Dit fonds wordt mede gestijfd door overdrachten van 41.01: Titel I — Lopende uitgaven — sectie 97 (afzonderlijk beheer)	253,8	1 550,0	1 550,0	253,8
60	31	C	Fonds voor studieleningen (decreet van 8 juni 1983). Dit fonds wordt mede gestijfd door overdrachten van artikel 82.02 — Titel II — Kapitaaluitgaven — sectie 97 (afzonderlijk beheer)	78,5	—	—	78,5
60	53	A	Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de Schoolgebouwen van de Gemeenschap, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer)	15,1	1 575,0	1 575,0	15,1
60	54	A	Verrichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4 van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer)	8,6	750,0	750,0	8,6
Totalen voor hoofdstuk I				356,0	3 875,0	3 875,0	356,0
HOOFDSTUK III							
<i>Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten</i>							
66	38	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het basisonderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	- 1327,9	600,0	600,0	- 1327,4
66	39	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het buitengewoon onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	- 181,1	69,0	69,0	- 181,1
66	40	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het onderwijs voor sociale promotie. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	- 0,1	—	—	- 0,1
66	41	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het secundair onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	- 461,5	210,0	210,0	- 461,5
66	42	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het niet-universitair hoger onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	- 23,6	10,0	10,0	- 23,6
66	43	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het secretariaat-generaal en de gemeenschappelijke diensten. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	- 29,9	1,0	1,0	- 29,9
66	48	B	Fonds voor de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (koninklijk besluit van 23 augustus 1974)	- 80,5	—	—	- 80,5

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1993	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1993
66	49	A	Uitvoering van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend tot beloop van het totaal bedrag van de overeenkomsten die betrekking hebben op de sector en bedoeld zijn in artikel 9 van voormeld koninklijk besluit nr. 25)	- 79,4	3,0	3,0	- 79,4
67	02	B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen (overeenkomstig de bijgevoegde tabel)	31,2	30,3	30,3	31,2
Totalen van hoofdstuk III				- 2 152,8	923,3	923,3	- 2 152,8
Totalen voor sectie I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op geaffecteerde ontvangsten ...				- 1 796,8	4 738,3	4 738,3	- 1 796,8

SECTIE II

Gemeenschapsdiensten
onderworpen aan bijzondere beheerregels

HOOFDSTUK I

Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer

70	20 (81)	C	Onderwijsinstellingen behorende bij het Ministerie van Onderwijs. — Exploitatiefonds	10,9	6,0	6,0	10,9
Totalen voor hoofdstuk I				10,9	6,0	6,0	10,9

HOOFDSTUK Ibis

Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer
van het gemeenschapsonderwijs

70	02 (27)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs (overdracht van artikel 41.23, secties 51, 52, 53, 55 en 56 van Titel I)	—	—	—	—
70	04 (33)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs (overdracht van artikel 41.23, sectie 64 van Titel I)	—	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk Ibis				—	—	—	—

Totalen voor sectie II. — Gemeenschapsdiensten
onderworpen aan bijzondere beheerregels

10,9 6,0 6,0 10,9

Totalen voor de afzonderlijke sectie

- 1 785,9 4 804,3 4 804,3 - 1 785,9

BEGROTING 1993

INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen
van de Franse Gemeenschap van BelgiëHOOFDSTUK 41. — Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening
van de statutaire opdracht van het Commissariaat-Generaal(In duizend-
tallen frank)

411.02	Functionele inkomsten.....	25,555
411.09	Recuperaties.....	97,648
413.01	Intresten op beleggingen.....	8,000
414.01	Uitzonderlijke inkomsten.....	5,000

HOOFDSTUK 43. — Opbrengsten uit de verkoop van vermogensgoederen.

431.01	Opbrengsten uit de verkoop van onroerende goederen.....	p.m.
432.01	Opbrengsten uit de verkoop van roerende goederen.....	5,465

		(In duizend- tallen frank)
HOOFDSTUK 44. — <i>Financiële ontvangsten uit vermogensgoederen</i>		
442.02	Opbrengsten uit leningen.....	76,300
444.05	Terugbetaling van voorschotten.....	0,500
HOOFDSTUK 45. — <i>Tegemoetkoming van de overheidssector</i>		
452.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap.....	643,200
452.02	Diversen.....	—
HOOFDSTUK 49. — <i>Ontvangsten voor orde</i>		
491.01	Diversen.....	2,060
Totaal van de ontvangsten.....		863,728
Vermeerderd met de op 31 december 1991 beschikbare kredieten.....		22,000
		885,728
HOOFDSTUK 51. — <i>Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling</i>		
511.01	Bezoldiging van het personeel, met inbegrip van de sociale lasten.....	224,750
511.04	Sociale lasten voortvloeiend uit de sociale wetgeving. Werkgeversaandeel.....	p. m.
511.05	Sociale dienst.....	0,695
511.07	Beroepsopleiding.....	0,535
511.08	Vergoedingen tot dekking van de werkelijke lasten.....	2,970
511.09	Vergoedingen die de werkelijke lasten niet dekken. Overuren met inbegrip van de bedrijfsvoorheffing.....	1,100
511.10	Voorziening pensioen (Werkgeversaandeel).....	5,850
Totaal hoofdstuk 51.....		235,900
HOOFDSTUK 52. — <i>Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen en werken die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen</i>		
521.01	Huur der lokalen en lasten. — Huur + lasten (Energieverbruik inbegrepen).....	42,230
521.02	Huur van materieel en meubilair. — Onder andere, huur van fotokopieerapparaten.....	1,900
521.03	Inrichting, onderhoud en herstelling van de lokalen. — Onderhoud en herstelling van de lokalen.....	3,500
521.04	a) Onderhoud en herstelling van materieel en meubilair.....	5,400
	b) Onderhoud en herstelling van voertuigen.....	3,000
521.05	Verzekeringen.....	4,700
521.06	Belastingen en taksen.....	p. m.
521.07	Consumptieprodukten (brandstoffen).....	1,200
521.09	Diversen. — Diverse kosten (lokalen, materieel, voertuigen).....	0,125
522.01	Bureau-onkosten, econoomaat, telefoon en telex, frankering voor documentatie, bankkosten, fiscale zegels.....	11,901
524.01	Erelonen advocaten, deskundigen.....	5,385
525.01	Terugbetaling van leningen.....	3,600
Totaal hoofdstuk 52.....		82,941
HOOFDSTUK 53. — <i>Uitvoering door de instelling van haar statutaire opdracht</i>		
532	Uitgaven van alle aard in verband met de bevordering van de buitenlandse acties van de Franse Gemeenschap:	
532.01	Maandelijks tijdschrift "Présences" — Tijdschrift "Wallonie-Bruxelles".....	10,265
532.02	Aankoop, huur van stands, huur van ruimte in de kranten, enz.....	3,950
532.04	Productie van videogrammen, afdrukken van brochures en folders.....	5,330
532.05	Aankoop van kentekens, vlaggen en geschenken.....	0,440
Totaal artikel 532.....		19,985
533	Vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap in het buitenland:	
533.01	Uitgaven van alle aard betreffende het "Centre Culturel Wallonie-Bruxelles" te Parijs.....	19,350
533.02	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles" in Quebec.....	4,262
533.03	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation générale Wallonie-Bruxelles", belast met de franstalige en multilaterale zaken.....	10,025
533.04	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", in Kinshasa.....	8,135
533.05	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Genève.....	5,428
533.06	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Rome.....	4,064
533.07	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Tunis.....	2,708
533.08	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Dakar.....	4,868
533.09	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Washington....	p. m.

		(In duizend- tallen frank)
533.10	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Rio de Janeiro.	p. m.
533.11	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", bij de Europese Gemeenschappen.....	1,241
533.12	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Algiers.....	p. m.
533.13	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Milaan.....	p. m.
533.14	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Praag.....	5,276
533.99	Andere.....	2,762
Totaal artikel 533.....		68,319

N.B. De kredieten van artikel 533 zullen met 6 000 000 frank worden verminderd voor de rationalisatie van de uitgaven te Parijs (2 000 000 frank) en sluiting van een delegatie (4 000 000 frank). Bij gebrek aan informatie over de concrete modaliteiten voor de toepassing van deze beslissingen, werd het bedrag van 6 000 000 frank ingetrokken uit de kredieten van artikel 535.01, waar ze later bij zullen worden opgeteld.

534		Multilaterale sector :	
		BIJDRAGEN	
534.01	a) AUPELF. — Toelage aan de Vereniging der Universiteiten die volledig of gedeeltelijk franstalig zijn (zetel te Montréal).....		1,000
534.01.01	b) AUPELF. — Internationaal Fonds voor universitaire samenwerking.....		0,500
534.01.02	CILF. — Toelage aan de "Conseil international de la langue française" (zetel te Parijs).....		1,200
534.01.03	"Union des Editeurs" — Toelage aan de "Union des Editeurs de langue française" (zetel te Brussel).....		0,200
534.01.04	"Fédération des professeurs de français" — Toelage aan de "Fédération internationale des professeurs de français" (zetel te Parijs).....		0,100
534.01.05	CONFESJES. — Toelage aan de "Conférence des Ministres de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française" (zetel te Dakar).....		0,700
534.01.06	ACCT. — Toelage aan de "Agence de Coopération culturelle et Technique" (zetel te Parijs).....		91,620
534.01.07	CAMES. — Toelage aan de "Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur" (zetel te OUAGADOUGOU).....		0,700
534.01.08	FEJ. — (EFJ). — Toelage aan het Europees Fonds voor de Jeugd (zetel te Straatsburg).....		1,260
Totaal Bijdragen.....			97,280
		ACTIES	
534.02	Internationale Colloquia, ontmoetingen, enz. :		
534.02.01	a) binnen de Franse Gemeenschap.....		3,230
	b) in het buitenland.....		3,190
534.02.02	Diverse activiteiten in het multilaterale kader :		
	a) Europese Gemeenschappen.....		37,685
	b) Raad van Europa.....		2,550
	c) UNESCO.....		1,350
	d) OESO.....		0,750
	e) Francophonie.....		1,930
	f) Andere internationale organisaties.....		0,600
534.02.03	Afrikaans Cultureel Instituut en andere internationale verenigingen.....		p. m.
534.02.04	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de acties die gevoerd worden om de Topontmoetingen van de Staats- en Regeringshoofden die het gebruik van de Franse taal gemeen hebben, te volgen.....		33,710
534.02.05	Organisatie van een biënnale voor poëzie.....		0,500
Totaal Acties.....			85,495
Totaal artikel 534.....			182,775
535	Bilaterale internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België en studiebeurzen toegekend aan onderdanen uit landen die geen cultureel akkoord met België afgesloten hebben :		
535.01	Kosten voor opdracht en ontvangst van deskundigen of groepen. — Beurzen buiten de bestaande akkoorden.....		160,630
535.02	Uitgaven van alle aard en overdrachten in verband met de bevordering van jeugd-uitwisselingen.....		18,063
535.03	Acties tot bevordering van onderwijs en opleiding in het buitenland.....		65,200
Totaal artikel 535.....			243,893

		(In duizend- tallen frank)
536	Lopende uitgaven voor onderwijs en onderzoek, verspreiding van kunst en letterkunde en culturele en socio-culturele uitwisselingen en de samenwerking inzake sociale en gezondheidsmateries :	
536.01	Culturele sector.....	26,880
536.02	Sector onderwijs en opleiding.....	1,735
536.03	Sector persoonsgebonden aangelegenheden.....	6,630
	Totaal artikel 536.....	35,245
537	Bijzondere uitgaven	
537.01	Ristorno's en non-valeurs.....	—
	Totaal artikel 537.....	—
	Totaal hoofdstuk 53.....	550,217

HOOFDSTUK 55. — *Aankoop van vermogensgoederen*

550.01	Ontroerende goederen.....	5,000
550.02	Nieuwe aankopen (materieel, meubilair, auto's).....	1,500
550.03	Aankoop en huur van informatica-apparatuur.....	6,110
550.04	Aankoop van uitrustingen bestemd voor het buitenland.....	2,000
	Totaal hoofdstuk 55.....	14,610

HOOFDSTUK 59. — *Uitgaven voor orde*

591.01	Diversen.....	2,060
	Totaal hoofdstuk 59.....	2,060
	Totaal van de uitgaven.....	885,728

Bureau voor Aids-preventie van de Franse Gemeenschap

Ontvangsten

HOOFDSTUK 41

Tegemoetkoming van de Franse overheidssector, de provincies, de gemeenten, de fondsen

411.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap.....	130 000,000
--------	---	-------------

HOOFDSTUK 42. — *Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening van de statutaire opdracht*

421.01	Verkoop van documenten en abonnementen.....	100,000
421.02	Diversen.....	100,000
421.03	Bezoldiging van wedden van gedetacheerde personeelsleden (2 personeelsleden).....	1 000,000
424.01	Schenkings en legaten.....	100,000
	Ontvangsten vermeerderd met de op 31 december 1992 beschikbare kredieten.....	p. m.
	Totaal van de ontvangsten.....	131 700,000

Uitgaven

HOOFDSTUK 51. — *Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling*

511.01	Bruto-bezoldiging, vakantiegeld en eindejaarstoelage, treinabonnementen.....	15 000,000
511.04	Sociale lasten, Ciger, Vorming, IDB, administratieve gezondheidsdienst.....	3 000,000
	Totaal hoofdstuk 51.....	18 000,000

HOOFDSTUK 52. — *Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen, werken, enz. die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen*

521.01	Huur, verhuizing, inrichting.....	3 000,000
521.02	Schoonmaak, onderhoud en verwarming.....	1 200,000
521.03	Opdrachtkosten.....	400,000
521.04	Verzekeringen.....	400,000
521.05	Intresten op lening.....	p. m.
522.01	Kantoor (economaaat, telefoon, post,...).....	1 800,000
526.01	Andere prestaties en werken door derden.....	500,000
	Totaal hoofdstuk 52.....	7 300,000

HOOFDSTUK 53. — <i>Uitgaven die aan derden te betalen zijn als gevolg van de uitoefening door de instelling van haar statutaire opdracht</i>		(In duizend- tallen frank)
532	Bijzondere uitgaven	
532.01	Programma-overeenkomsten.....	82 200,000
532.02	Media-campagnes en diverse uitgaven in verband met de opdrachten van de instelling.....	14 600,000
532.03	Speciale acties, gedecentraliseerde animaties.....	2 000,000
532.04	Produceeren, drukken en verspreiden van pedagogische middelen (stripverhalen, dossiers, folders,...).....	4 300,000
532.05	Documentatiecentrum.....	350,000
532.06	Wetenschappelijke onderzoeken en evaluaties.....	1 600,000
532.07	Andere prestaties en werken door derden.....	850,000
	Totaal hoofdstuk 53.....	105 900 000

HOOFDSTUK 55 <i>Bedragen die aan derden te betalen zijn voor de aankoop van vermogensgoederen</i>		
550.02	Meubilair.....	350,000
550.04	Materieel.....	150,000
	Totaal hoofdstuk 55.....	500,000
	Totaal van de uitgaven.....	131 700,000

BEGROTING VAN HET "ETABLISSEMENT"

(In frank)

Ontvangsten

A. Jaar 1993

Titel I. — Lopende ontvangsten

Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector

46.01.02	Bijdrage van het Waalse Gewest.....	1 024 000 000
46.02.02	Bijdrage van de Franse Gemeenschap inzake beroepsopleiding.....	2 348 000 000
	Bijzondere ontvangsten	
06.01.02	Recuperatie en diverse opbrengsten.....	p. m.
	Totaal Titel I.....	1 372 000 000

Titel II. — Kapitaalontvangsten

06.02.02	Recuperaties en diverse opbrengsten.....	p. m.
	Totaal Titel II.....	p. m.
	Totaal deel A.....	3 372 000 000

B. Beschikbare ontvangsten uit het voorafgaande jaar

Titel I. — Lopende ontvangsten

Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector

46.01.01	Bijdrage van het Waalse Gewest.....	37 440 000
	Bijzondere ontvangsten	
06.01.01	Recuperaties en diverse opbrengsten.....	1 000 000
	Totaal Titel I.....	38 440 000
	Totaal deel B.....	38 440 000

Uitgaven

A. Aanwending van de middelen die aan het jaar 1993 eigen zijn

Titel I. — Lopende uitgaven

(In frank)

Beroepsopleiding

40.01.02	Allerlei uitgaven tot bevordering van de vorming.....	9 000 000
40.02.02	Toelagen aan het "Institut francophone de formation permanente des classes moyennes".	640 000 000
40.03.02	Toelagen aan de centra voor opleiding van gezins- en bejaardenhelpsters.....	4 600 000
40.04.02	Allerlei bijdragen in de beroepsopleiding van middenstanders.....	2 600 000
40.05.02	Vergoedingen voor sociale promotie voor landbouwers en hulpkrachten (vorige jaren inbegrepen).....	200 000
40.06.02	Toelagen aan de non-profit sector inzake voortgezette opleiding.....	101 000 000
40.07.02	Vergoedingen voor sociale promotie voor werknemers — uitkredieten.....	2 600 000
40.08.02	Toelagen voor cursussen voor landbouwers en vergoedingen voor sociale promotie.....	34 000 000
41.01.02	Toelagen aan de "Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi", voor de beroepsopleiding.....	1 399 000 000
41.06.02	Toelagen voor werkingskosten van de subregionale tewerkstellingscomités.....	30 000 000
		<u>2 223 000 000</u>

Leerlingenvervoer

41	Inkomensoverdracht binnen de overheidssector :	
41.01.02	Toelage aan de "Société régionale wallonne de Transport".....	638 000 000
	Totaal Titel I.....	<u>2 861 000 000</u>

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Beroepsopleiding

61.51.02	Toelagen aan de "Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi" voor investeringen in verband met de centra voor beroepsopleiding.....	119 000 000
63.28.02	Aflossing van leningen, aangegaan voor de opleidingscentra voor de middenstand.....	6 000 000
		<u>125 000 000</u>

Toerisme

01	Uitgaven van alle aard in verband met toerisme :	
01.01.02	Uitgaven van alle aard in verband met toerisme (pro memorie).....	--
51	Vermogensoverdrachten naar bedrijven :	
51.01.02	Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor bouw-, uitbreidings- en verbouwingswerken aan infrastructuur bestemd voor de bevordering van het sociaal toerisme :	
	Vastleggingskredieten.....	150 000 000
	Ordonnanceringskredieten.....	131 000 000
51.02.02	Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor bouw-, uitbreidings- en verbouwingswerken aan infrastructuur bestemd voor de ontwikkeling van de gewestelijke toeristische uitrusting :	
	Vastleggingskredieten.....	25 000 000
	Ordonnanceringskredieten.....	17 000 000
51.03.02	Toekenning van premies met het oog op het bevorderen van de modernisering, de oprichting of de uitbreiding van hotelinrichtingen :	
	Niet-gesplitste kredieten.....	66 000 000
51.04.02	Premies met het oog op het bevorderen van de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van kampeerterrinen, van terreinen voor het hoevekamperen, van landelijke verblijven, vakantieverblijven op de hoeve, gemeubileerde verblijven voor toeristen en gastenkamers :	
	Niet-gesplitste kredieten.....	40 000 000
63	Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen :	
63.01.02	Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor bouw-, uitbreidings- en verbouwingswerken aan infrastructuur bestemd voor de ontwikkeling van de gewestelijke toeristische uitrusting :	
	Vastleggingskredieten.....	56 000 000
	Ordonnanceringskredieten.....	98 817 000

72	Oprichting van gebouwen :	(In frank)
72.01.02	Aankoop van terreinen en gebouwen - Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :	
	Vastleggingskredieten.....	61 000 000
	Ordonnanceringskredieten.....	71 000 000
	Totaal Titel II :	
	Niet-gesplitste kredieten.....	225 000 000
	Vastleggingskredieten.....	291 000 000
	Ordonnanceringskredieten.....	317 817 000
	Niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten.....	542 817 000
	Totaal deel A. — Titel I en titel II :	
	Niet-gesplitste kredieten.....	3 092 000 000
	Vastleggingskredieten.....	291 000 000
	Ordonnanceringskredieten.....	317 817 000
	Niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten.....	3 409 817 000

B. Aanwending van de beschikbare middelen uit het voorafgaande jaar

Titel II. — Kapitaaluitgaven

	Toerisme	
01	Uitgaven van alle aard in verband met toerisme :	
01.01.01	Uitgaven van alle aard in verband met toerisme :	
	Vastleggingskredieten.....	37 440 000
	Ordonnanceringskredieten.....	37 440 000
	Totaal deel B :	
	Vastleggingskredieten.....	37 440 000
	Ordonnanceringskredieten.....	37 440 000

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 30 mars 1993, est nommé commis-greffier au tribunal de police de Courtrai, M. Vantieghem, P., commis-greffier au tribunal de police de Bruges.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 30 maart 1993 is benoemd tot klerk-griffier bij de politierechtbank te Kortrijk, de heer Vantieghem, P., klerk-griffier bij de politierechtbank te Brugge.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Ordres nationaux

Arrêté royal du 28 février 1993.

Ordre de Léopold

Est nommé Officier :

M. Leo Geysemans, Administrateur en Chef au Secrétariat-général du Benelux.

Il prend rang dans l'Ordre à la date de l'arrêté.

Arrêté royal du 4 mars 1993 :

Ordre de Léopold II

Est nommé Officier :

M. Jean-Pierre Lapage, directeur général de Solvay do Brazil S.A.

Il prend rang dans l'Ordre à la date de l'arrêté.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

Nationale Orden

Koninklijk besluit van 28 februari 1993.

Leopoldsorde

Wordt benoemd tot Officier :

De heer Leo Geysemans, Hoofdadministrateur op het Secretariaat-generaal Benelux.

Hij neemt vanaf datum van het besluit zijn rang in de Orde in.

Koninklijk besluit van 4 maart 1993 :

Orde van Leopold II

Wordt benoemd tot Officier :

de heer Jean-Pierre Lapage, directeur-generaal van Solvay do Brazil S.A.

Hij neemt vanaf datum van het besluit zijn rang in de Orde in.